

*l'Anti*capitaliste

N°115 | MAI 2020 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



LA CRISE DU CORONAVIRUS (2)



ÉTATS-UNIS : UN ROI MALÉFIQUE
GOUVERNE UNE TERRE AFFLIÉE



PSYCHIATRIE : SORTIR DE LA
« CATASTROPHE GESTIONNAIRE »
ET SÉCURITAIRE



CAMPAGNE DE SOUTIEN À LA MAISON-
MUSÉE LÉON TROTSKY À MEXICO

EDITORIAL

Fabienne Dolet

Déconfinons nos revendications pour de vrais « jours heureux » **P3**

PREMIER PLAN

Dan La Botz États-Unis un roi maléfique gouverne une terre affligée **P4**

Guillaume Dumoulin SAD « Si on vient nous expliquer qu'ils pensent à notre santé, on va leur dire: il faudrait déjà qu'on ait un boulot » **P8**

Laurence De Cock « Le piège serait de se calquer sur le calendrier du ministère de l'Éducation » **P10**

DOSSIER

Henri Wilno Délocalisations, relocalisations à la lumière du coronavirus, éléments pour une discussion **P12**

Paul Sebillotte Rendre le pangolin familier : pour une lecture anticapitaliste des épidémies **P15**

Gilbert Achcar Auto-extinction du néolibéralisme? N'y comptez point **P22**

Julien Salingue Leur « monde d'après » est déjà là, la contre-offensive reste à construire **P26**

LECTURES

Interview Psychiatrie: sortir de la « catastrophe gestionnaire » et sécuritaire **P30**

Fred Madison La catastrophe contagieuse vue par Hollywood **P34**

FOCUS

Campagne de soutien à la Maison-Musée Léon Trotsky à Mexico **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Photo de Une : Marche des solidarités pour la régularisation des sans papiers, Paris, 30 mai 2020.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Dés gendarmes bloquent le passage d'un groupe de migrants, Marche des solidarités pour la régularisation des sans papiers, Paris, 30 mai 2020. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction:
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Antoine Larrache

Diffusion:
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:
0519 P 11509

Numéro ISSN:
2269-370X

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:
3 000 exemplaires

Maquette et impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Déconfinons nos revendications pour de vrais « jours heureux »

PAR FABIENNE DOLET

Le monde se déconfiner lentement, les colères aussi. L'assassinat de George Floyd a suscité une vague de manifestations dans les grandes villes des États-Unis, mais aussi à Londres, Berlin, Montréal... Plus près de nous, la Marche des Solidarités a réuni le 30 mai dernier 5 500 personnes à Paris en soutien aux sans-papiers. Preuve que ni l'état d'urgence ni le couvre-feu ne peuvent éteindre la colère face aux injustices, au racisme d'État et à un système économique profondément destructeur.

UNE CRISE DU SYSTÈME CAPITALISTE

Ce système, fondé sur l'offre et la demande avec pour seul moteur la course aux profits au détriment du vivant, est la cause de la maladie qui a sidéré l'Europe ce printemps et le monde entier. Dirigeants politiques, chefs de grandes entreprises et commentateurs voudraient pourtant nous faire croire que la crise est due à l'épidémie de Covid-19, comme si la voile tendue d'un bateau était la cause du vent qui souffle...

Certes, la maladie est là et ce n'est pas anodin. Si le confinement a réussi à « aplatis la courbe » des admissions en réanimation et des décès, éviter la submersion du système de santé, il reste bien du chemin à parcourir pour que nos modes de vie, nos modes de production changent pour que de véritables « jours heureux » adviennent.

DES CHIFFRES À FAIRE PEUR ET L'URGENCE SOCIALE

Les pertes sont considérables, et Bruno Le Maire n'a jamais manqué une occasion de dramatiser la situation évoquant début avril « une situation comparable à celle de 1929 ». L'Insee estime fin mai que l'activité a reculé de 22 %, la perte d'activité la plus importante depuis que la série statistique existe, c'est-à-dire depuis 1972 !

Ces chiffres ne sont pas malheureusement pas là seulement pour faire peur aux travailleurs, les pousser à la résignation et à accepter « un monde d'après » qui ressemble furieusement à celui d'avant... en pire ! La perte d'activité se reflète de façon bien plus évidente dans les chiffres du chômage : le nombre de demandeurs et demandeuses d'emploi a bondi de 22 % en avril, soit 843 000 inscrits de plus qu'en mars. Et les prochains mois semblent bien sombres pour nombre de précaires, intermittents, travailleurs/ses peu qualifiés.

LES VIEILLES RECETTES DU GOUVERNEMENT

Les solutions du gouvernement ? Les mêmes qu'avant, les mêmes que pendant l'urgence sanitaire : remise en cause des 35 heures, jours de congés rognés... (pardon, donnés !), cadeaux aux entreprises. Quelques voix se sont bien élevées dans le camp de la droite pour réclamer plus de régulation, voire un retour à plus de planification... ce qui ne saurait correspondre au projet des bourgeoisies nationales : accroître la part de la richesse dévolue au capital.

La casse sociale continue donc, avec pour premier chantier

l'hôpital. Le « Ségur de la santé » présage de tout sauf d'un changement de cap. Macron a annoncé des mesures d'investissement en matière de locaux et d'équipements et une réforme de la gouvernance, redonnant aux médecins une place qu'ils avaient perdue ces douze dernières années..., mais toujours pour gérer la pénurie.

Sur la question cruciale du recrutement et de la formation pour créer les dizaines de milliers d'emplois permettant à l'hôpital d'assurer à tous sécurité, qualité et proximité des soins, rien ! C'est pourtant l'une des revendications centrales des luttes des hospitaliers ces derniers mois, dont l'évidence a été mise au grand jour par la Covid-19. Au lieu de cela, la vieille recette du « travailler pour gagner plus » semble devoir s'appliquer à l'hôpital comme ailleurs, pendant que les suppressions de postes vont continuer de pleuvoir.

Il n'est qu'à voir ce qui se passe dans le secteur automobile, et notamment chez Renault, qui a reçu un prêt de 5 milliards d'euros, garanti par l'État, et vient d'annoncer la suppression de 15 000 postes dans le monde, et 4 600 en France.

DE PREMIÈRES RIPOSTES QUI EN APPELLENT D'AUTRES

La riposte ne s'est pas fait attendre. À Caudan, au Fonderies de Bretagne, c'est la quasi-totalité de la boîte qui s'est mise en grève. À Maubeuge, une première manifestation a eu lieu le 29 mai.

Ces mobilisations s'ajoutent à celle des hospitaliers qui se remobilisent depuis le 21 mai et à celle des sans-papiers. Ce premier déconfinement des revendications du monde du travail en appelle d'autres, plus fortes et plus massives ; pour imposer les revendications d'urgence nécessaires dans la situation :

- Aucune suppression de poste, que ce soit dans le public et dans le privé,
- Embauche massive dans le service public, à l'hôpital et à l'école,
- Réduction du temps de travail : travailler tous pour travailler moins,
- Ouverture des livres de comptes des entreprises qui suppriment des postes,
- Augmentation de salaire de 300 euros pour toutes et tous !
- Liberté de manifester,
- Régularisation de toutes et tous les sans-papiers

C'est en s'organisant dans nos boîtes, nos hôpitaux, nos écoles et nos quartiers que nous pourrions ne plus subir les violences policières, ne plus être la variable d'ajustement d'un système qui s'engage aujourd'hui dans une course folle pour maintenir ses profits et les accroître sur le dos de celles et ceux d'en bas. Il est plus que temps de prendre confiance en notre pouvoir et de le montrer dans la rue le 16 juin prochain avec les hospitaliers. □

États-Unis : un roi maléfique gouverne une terre affligée

PAR DAN LA BOTZ

En Amérique, nous vivons dans ce qui ressemble à un conte de fées médiéval. Un roi diabolique et maniaque gouverne une terre dévastée par la peste. Les méchants seigneurs du parlement corrompu volent dans les coffres publics pour enrichir leurs copains (Ce texte a été écrit avant le meurtre de George Floyd par la police de Minneapolis, NDLR).

Les représentants du peuple, pour la plupart vénaux et insensés, sont tour à tour trompés ou corrompus par le roi et les seigneurs. Pendant ce temps, beaucoup de gens sont malades et nombreux sont les morts. Les corps s'entassent. Les devins accusent les étrangers et planifient des pogroms. Les moulins se sont arrêtés ; les auberges et les tavernes ont fermé. Les paysans se rebellent ici et là mais la peste empêche une rébellion générale. Selon la rumeur, la situation est la même dans les royaumes voisins tout autour.

CRISE SANITAIRE ET CRISE SOCIALE

C'est un conte de fées bien sûr. Quelle est la réalité ? Les États-Unis comptent désormais près d'un million de cas de coronavirus et 50 000 décès, soit plus que n'importe quel autre pays au monde. Nous avons un taux de chômage de 20 %, le plus élevé depuis la Grande Dépression des années trente. La conjonction de ces deux phénomènes représente ce qui est peut-être la plus grande crise de l'histoire américaine, un événement absolument sans précédent : une catastrophe. Et cela ne fait peut-être que commencer.

Alors que le coronavirus a balayé le pays, rendant malades des centaines de milliers de personnes et en tuant des dizaines de milliers, les Américains ont été choqués par la faillite du gouvernement, des entreprises et du système de santé. Alors que le nombre de malades augmentait, il n'y avait pas assez d'hôpitaux, pas assez de lits d'hôpital, pas assez d'unités de soins intensifs, pas assez de ventilateurs. Le personnel hospitalier manque de blouses, de masques et de respirateurs. Lorsque les travailleurs hospitaliers

tombent malades ou meurent, il n'y a pas assez de personnels de santé pour les remplacer. Quelque sept mille personnes âgées sont mortes dans des maisons de retraite privées. La maladie sévit désormais dans les prisons. Elle atteint les usines de conditionnement de laviande, avec 725 cas à l'usine Smithfield dans le Dakota du Sud. Les équipages de vingt-six navires de la Marine militaire américaine ont été atteints par le coronavirus, il y a 850 malades sur l'énorme porte-avions USS Roosevelt. Partout, des travailleurs essentiels – chauffeurs de bus, éboueurs, caissiers de magasins, livreurs – sont tombés malades et beaucoup sont morts, et ni les entreprises ni les instances gouvernementales qui réglementent ces activités n'ont agi rapidement pour les sauver.

Et comme la crise sanitaire a rendu inévitable la fermeture d'entreprises, une deuxième Grande Dépression (après celle des années trente) s'est ensuivie. Trente millions de personnes ont perdu leur emploi en quatre mois. Les services publics de chômage ont échoué : des dizaines de milliers de personnes n'ont pu toucher leurs allocations de chômage. Et maintenant, les fonds publics de financement du chômage sont en faillite. Dans les villes à travers le pays, des files de voitures attendent longtemps pour obtenir une boîte de nourriture d'une banque alimentaire bénévole. Un tiers des locataires du pays n'ont pas pu payer leur loyer le mois dernier. Les écoles ont fermé, mais l'enseignement à distance s'est avéré difficile car toutes les familles n'ont pas d'ordinateur, de sorte que l'éducation est en panne pour beaucoup. Les États-Unis donnent l'image d'un gouvernement et d'une société

défaillants, qui ne peuvent ni protéger ni aider leur population. L'anxiété a envahi une grande partie de la population et certains, qui occupent des emplois dangereux ou précaires ou qui sont sans emploi et sans revenus, sont tombés dans le désespoir.

Les gouvernements des États, des comtés et des villes, qui ne reçoivent plus d'impôts des entreprises fermées, se retrouvent dans une crise budgétaire et seront bientôt obligés de licencier des employés publics. Pourtant, jusqu'à présent, le gouvernement fédéral n'a pas fourni d'aide aux États. Le leader des sénateurs républicains, Mitch McConnell, a suggéré que les États se déclarent en faillite, une procédure qui serait dévastatrice pour les régimes de retraite de leurs employés.

Il y a maintenant une perception répandue que les institutions américaines sont en décomposition, comme les stocks gouvernementaux d'urgence de ventilateurs qui ne fonctionnent pas, de kits de test défectueux et de masques pourris. Les Américains ont été choqués d'apprendre que d'autres pays, comme Taïwan, la Corée du Sud et le Vietnam se sont révélés plus efficaces que les États-Unis pour contenir le virus et empêcher sa propagation. Les Américains étaient autrefois fiers de proclamer : « Nous sommes numéro un. » Maintenant, nous sommes numéro un en matière de coronavirus et d'effondrement économique. Le sentiment que le gouvernement et le "business" ont échoué, répandu comme le virus à travers le pays, a certainement un impact significatif sur la conscience du peuple américain, bien qu'il soit encore trop tôt pour savoir ce que cela signifie pour l'avenir.

Dans tous les domaines, le capitalisme

et le système politique conservateur et corrompu des États-Unis ont rendu plus difficile la lutte contre la pandémie. Aux États-Unis, il n'y a pas de système sanitaire national et pas d'assurance maladie nationale pour tous. Il existe des agences fédérales de la santé, une cinquantaine de services de santé au niveau des États fédérés, 900 sociétés d'assurance maladie, des centaines de sociétés pharmaceutiques, plus de 20 000 entreprises de pharmacies, des centaines de fabricants d'équipements hospitaliers et de sociétés d'approvisionnement. Il existe 6 000 hôpitaux, certains à but lucratif, d'autres à but non lucratif, d'autres gérés par le gouvernement. Les responsables des agences de réglementation, généralement d'anciens dirigeants d'entreprise, supervisent la concurrence et la recherche de profits qui dominent cette vaste industrie. Il y a peu de coordination et, par conséquent, il n'y a pas eu de réponse unifiée à la pandémie, car le gouvernement fédéral n'a fourni que des recommandations vagues, les gouverneurs des États et des centaines d'entités de santé ont fait ce qu'ils voulaient, tandis que les citoyens se débattaient avec les multiples bureaucraties du système de santé.

TRUMP : COUPABLE D'HOMICIDE PAR NÉGLIGENCE

Les retards, la désinformation et les délires sauvages du président Donald Trump qui contredisent les épidémiologistes et les médecins, ont contribué à la catastrophe sanitaire et menacent maintenant de déclencher une deuxième vague d'infection. Après que des cas de coronavirus aient été identifiés en Chine et dans d'autres pays, Trump n'a pas pris de mesures, à l'exception d'une interdiction de voyager limitée à la Chine le 31 janvier. Il a affirmé fin janvier : « *Tout est sous contrôle.* » À la mi-février, Trump a déclaré : « *Il semble qu'en avril, vous savez, en théorie, quand il fait un peu plus chaud, il s'en va miraculeusement.* » Même après ce qui était alors considéré comme le premier décès par coronavirus aux États-Unis le 17 février, Trump a continué de minimiser l'épidémie, déclarant le 19 février : « *Je pense que les chiffres vont progressivement s'améliorer au fur et à mesure.* » Il a affirmé faussement le 26 février : « *Nous allons très sensiblement vers le bas, pas vers le haut.* » Début mars, il a affirmé que le coronavirus serait

beaucoup plus doux que la grippe. Et en avril, il a continué de donner des informations trompeuses sur la maladie, sur les respirateurs, sur les traitements et sur le développement de vaccins. Pendant des semaines, Trump a recommandé, contrairement aux preuves médicales, que l'hydroxychloroquine, un traitement contre le paludisme, puisse être utilisée pour traiter le Covid-19. Plus récemment, Trump a suggéré une injection de désinfectant dans les poumons, ce qui serait fatal. Trump devrait être tenu coupable d'un homicide par négligence, responsable de dizaines de milliers de morts qui auraient pu être évitées.

La pandémie n'a pas été un coup de tonnerre soudain dans un ciel bleu. Les agences de renseignement américaines, les Centres pour le contrôle des maladies (Centers for Disease Control - CDC-), l'administration précédente (celle d'Obama), même le ministère de la Santé et des Services sociaux de Trump et d'autres agences gouvernementales n'avaient pas seulement prédit que le pays connaîtrait une pandémie, ils ont travaillé sur ce sujet. Un rapport sur ce qui se passerait en cas de pandémie a décrit la réponse simulée comme « chaotique ». Mais lorsque le coronavirus est devenu une pandémie, le gouvernement américain n'était absolument pas préparé : Trump avait réduit les budgets des CDC et des Instituts nationaux de Santé (National Institutes of Health). Plus important encore, pendant soixante-dix jours, Trump n'a pas entamé le type d'actions qui avait été prévu et préconisé : établir des politiques de distanciation sociale, effectuer des tests et effectuer la recherche des contacts des personnes présentant des symptômes. N'ayant pas réussi à arrêter la propagation initiale, l'atténuation est arrivée trop tard, conduisant New York à devenir l'épicentre international de la maladie.

Alors que le pays tombait à genoux, l'administration Trump, par l'intermédiaire du secrétaire au Trésor Steven Mnuchin, du leader républicain du Sénat, Mitch McConnell et aussi du leader du Parti démocrate à la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a réussi à faire passer trois secours au Congrès américain. Des mesures totalisant près de trois mille milliards de dollars, comprenant des prêts et des subventions

aux entreprises et aux hôpitaux ainsi que des paiements aux travailleurs. La promesse d'aider les petites entreprises s'est avérée fautive, car une grande partie de cet argent est allée à de grandes sociétés financièrement solides et non à des moyennes et petites entreprises. Le gouvernement a fait transiter les prêts par les banques, ce qui a favorisé les grandes entreprises qui ont du crédit et des relations, tout en nuisant aux petites entreprises financièrement moins solides. Les programmes d'urgence comprennent également d'énormes allègements fiscaux pour les riches.

L'aide apportée par le gouvernement fédéral aux travailleurs ne leur apportera un soutien que pendant quelques mois. La plupart des travailleurs, en plus de leurs allocations de chômage, vont ainsi recevoir un paiement unique de 1200 \$, avec un supplément de 500 \$ par enfant ainsi que 600 \$ par semaine jusqu'au 31 juillet. Mais de nombreux travailleurs ne seront pas éligibles à ces mesures, en particulier les travailleurs sans papiers qui ne peuvent bénéficier des aides fédérales. L'État de Californie a alloué 75 millions de dollars aux immigrants sans papiers qui paient chaque année 3 milliards de dollars en impôts à l'Etat californien et en taxes locales.

LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Les travailleurs américains ont été touchés par le coronavirus de différentes manières. Environ 30 pour cent de tous les travailleurs américains ont pu travailler à domicile ; cela comprend de nombreux employés techniques et professionnels, ingénieurs, architectes, professeurs et enseignants. Environ 26 millions de travailleurs, soit 20 % de la main-d'œuvre américaine, ont été licenciés. Des millions de travailleurs essentiels continuent de s'acquitter de leurs fonctions, risquant souvent d'être exposés au coronavirus par des collègues, le public ou les passagers des transports publics.

L'inégalité économique et raciale est également évidente. Une proportion plus élevée de Noirs et de Latinos sont tombés malades et sont morts. À Chicago, les Noirs représentent 32 % de



la population, mais 72 % des décès par coronavirus. À New York, les Noirs et les Latinos meurent deux fois plus que les Blancs. Cela est dû en grande partie aux conditions sous-jacentes – hypertension artérielle, diabète et maladies respiratoires – mais aussi au travail dans des emplois essentiels ainsi qu'aux problèmes d'accès à la santé et aux logements surpeuplés.

Le racisme apparaît partout dans cette crise. Les Américains d'origine asiatique ont subi des injures verbales et des violences en tant que porteurs de ce que Trump a appelé le « virus chinois ». Trump a fermé la frontière aux demandeurs d'asile et a maintenant ordonné que pendant soixante jours, le gouvernement n'émette pas de cartes vertes, qui accordent aux immigrants la résidence permanente et le droit de travailler aux États-Unis.

La pandémie affecte également particulièrement les femmes. Beaucoup sont des travailleuses à domicile, des infirmières également à domicile et occupent d'autres métiers à faible salaire et avec une protection réduite. Les femmes représentent 87 % des infirmières déclarées et 71 % des caissières. Il est également à craindre que les ordonnances de confinement au domicile entraînent davantage de violences domestiques. Dans le même temps, des responsables conservateurs de l'Ohio, du Mississippi et du Texas ont déclaré que les avortements étaient « non essentiels » et ont suspendu la procédure pendant la pandémie de coronavirus; les tribunaux ont annulé certaines de ces mesures.

Les travailleurs ont participé à des manifestations et à des grèves dans diverses industries aux États-Unis. Les infirmières, qui demandent une meilleure protection, ont organisé à la fois des manifestations locales et une manifestation nationale coordonnée organisée avec l'aide du centre d'éducation ouvrière Labor Notes le 15 avril. Il y a également eu plus de 100 grèves sur divers lieux de travail, des chantiers navals aux entrepôts et aux épiceries. Dans l'Université du Vermont, des travailleurs ont organisé une campagne de pétition et une caravane et se sont battus avec succès pour empêcher la fermeture de trois des quatre campus universitaires de l'État. Les travailleurs d'Amazon ont organisé une série de manifestations et de débrayages.

LA VOLONTÉ DE RÉOUVRIR L'ÉCONOMIE

L'épidémie de coronavirus aux États-Unis aurait culminé à la mi-avril, mais de nombreux États n'ont pas encore atteint leur sommet. Cependant certains envisagent de mettre fin à la distanciation sociale et de permettre la réouverture des entreprises. Les gouverneurs républicains de Géorgie, de Caroline du Sud et du Tennessee ont ainsi appelé à la réouverture de leurs États dans quelques jours. Pourtant, les experts en santé publique soutiennent que les États ne devraient pas tenter de rouvrir leurs économies tant qu'il n'y aura pas de tests adéquats, de dispositifs de recherche des contacts, d'isolement et de surveillance.

À l'heure actuelle, aucun État ne dispose de tests adéquats et la mise en place d'un traçage dépasse de loin la capacité des services de santé des États. Si les États rouvrent leurs économies, de nombreux experts de la santé pensent que nous pouvons nous attendre à une deuxième vague de virus avec plus de maladies et de décès. Et cela signifierait la fermeture des entreprises à nouveau. Aucun vaccin n'est susceptible d'être découvert, testé, produit en masse et distribué à des dizaines de millions de personnes en moins de 18 mois. Le Covid-19 et la grippe pourraient faire des ravages à l'automne. Certains experts en santé affirment que la distanciation sociale devra se poursuivre jusqu'en 2022.

TONNERRE À DROITE

Des groupes d'extrême droite, dans près de la moitié des cinquante États, ont organisé des manifestations exigeant que les États rouvrent leurs activités. Ceux qui font pression pour mettre fin aux restrictions et rouvrir la société comprennent des hommes d'affaires, des politiciens républicains, des églises évangéliques, des groupes anti-vaccination et des organisations de droite, des milices armées aux organisations politiques telles que Freedom Works (La liberté fonctionne), le Tea Party Patriots et Save Our Country (Sauvez notre pays), ainsi que des nationalistes blancs comme les Proud Boys et The Patriot Front. Beaucoup de ces groupes ont des liens avec le Parti républicain, la Maison Blanche et la campagne Trump. Trump a tweeté son soutien aux manifestations.

Certaines des manifestations ont violé

les ordres de distanciation sociale et d'autres ont inclus des hommes portant des armes à feu. Les manifestants arborent des casquettes « Make America Great Again », portent des drapeaux américains, brandissent des affiches avec le nom de Trump ou des pancartes disant « Live Free or Die » (Vivre libre ou mourir). Certains des manifestants pensent que la pandémie est un canular, d'autres pensent que c'était un complot des Chinois, certains prétendent avoir le remède. Ironiquement, ceux qui participent aux manifestations se tiennent près les uns des autres sans masque et peuvent se mettre en danger eux-mêmes et les autres. Ces manifestations de centaines ou tout au plus de quelques milliers de personnes ne représentent pas plus que la petite minorité de 12 % de tous les Américains qui, selon les sondages, souhaitent la levée des restrictions.

LA GAUCHE RESTE FAIBLE

La gauche américaine n'a pas de parti politique et donc peu de voix et encore moins de poids au Congrès. Le caucus progressiste du Parti démocrate fait pression pour plus d'argent pour les petites entreprises et les travailleurs, mais n'a pas un grand impact. Alexandria Ocasio Cortez, membre de ce caucus, dont le district est dans « l'épicentre de l'épicentre » et qui est considérée par beaucoup comme le successeur potentiel de Bernie Sanders, a été la seule démocrate à voter contre le deuxième projet de loi de relance de l'économie avec ses cadeaux au business, et elle appelle à un gel des loyers.

Les socialistes démocrates d'Amérique (DSA), la plus grande organisation socialiste du pays avec 60 000 membres, ont soutenu Sanders mais ne soutiendront pas Joe Biden, même si beaucoup d'entre eux devraient voter pour lui. DSA et d'autres à gauche sont impliqués dans des projets d'entraide et dans l'organisation des travailleurs ainsi que des mouvements sociaux. DSA a formé une alliance avec Labor Notes (regroupement de syndicalistes militants NDLR) et avec le petit Syndicat des travailleurs de l'électricité (UE) et travaille avec des infirmières, des enseignants, des chauffeurs de camion et des employés d'entrepôt. La gauche est également engagée dans un travail autour des droits des immigrés.

APRÈS SANDERS, QUOI ?

Sanders avait, dans sa campagne présidentielle de 2016, développé une base politique solide, en particulier parmi les jeunes. Ses rassemblements électoraux en 2020 regroupaient parfois à dix ou vingt mille personnes. Et il avait levé 46,5 millions de dollars – plus que n'importe lequel de ses concurrents – principalement en petites contributions d'environ 27\$. Début 2020, il s'est imposé comme un leader parmi 29 postulants à la candidature démocrates, rivaux, et tous à sa droite. Ses partisans étaient divers : jeunes électeurs de toutes les ethnies, Latinos, à la fois du côté de milieux nantis et d'électeurs de la classe ouvrière. Le soutien était moindre du côté des électeurs noirs plus âgés.



© Staff Sgt. Shawn Morris / Wikicommons

Sanders a remporté les primaires de l'Iowa, du New Hampshire et du Nevada, mais avec seulement 25 à 40 % des voix. Puis, lors du « super mardi », le 29 février, Biden a remporté cinq États. Le plus important était la Caroline du Sud, un État comptant de nombreux électeurs noirs, que Sanders a perdu avec seulement 19,8 % des voix contre 48,7 % pour Joe Biden. Sanders a remporté la Californie et le Colorado avec 35 % des voix dans chaque État, mais la victoire de Biden en Caroline du Sud parmi les électeurs noirs a mis fin au concours.

Après la victoire de Biden, pratiquement tous les autres candidats du Parti démocrate et l'ensemble des responsables du Parti démocrate lui ont apporté leur soutien. Face de plus au

défi de continuer à faire campagne au milieu du coronavirus, Sanders s'est retiré. Dans les primaires d'État suivantes, il y avait toujours un bulletin de vote pour Sanders avec l'espoir d'amasser plus de délégués pour toute négociation sur la plate-forme électorale lors de la convention. Lors des primaires suivantes, Biden a remporté dix autres États par de grandes majorités, souvent deux pour un.

La primaire a montré qu'il était peu probable que Sanders remporte le vote noir, et bien que les noirs ne constituent que 12 % de la population américaine, ils représentent 25 % des électeurs du Parti démocrate. Les Noirs ont voté de manière pragmatique et défensive, préférant Biden, le vice-président de Barack Obama, comme étant plus susceptible de vaincre Trump. Et les

jeunes partisans de Sanders ne se sont pas montrés aussi fiables que les électeurs blancs plus âgés et la plupart des électeurs noirs. Une grande majorité d'Américains, démocrates et au-delà, soutiennent le programme de Sanders, mais cet engagement ne s'est pas traduit par un soutien à Sanders dans les circonstances actuelles.

Tout au long de la campagne du Parti démocrate, les grands médias ont critiqué sans relâche Sanders comme un personnage peu susceptible d'unir le Parti démocrate, peu susceptible de remporter les élections et peu susceptible aussi, si éventuellement il était élu, de réussir en tant que président face à un Congrès hostile. Le fait que Sanders ait assez bien réussi à maintenir sa base de 30 % de l'électorat

tout au long de la primaire témoigne de l'importance du mouvement qui l'a soutenu.

Sanders, qui est officiellement indépendant sans affiliation à un parti, avait promis, lors de son entrée dans la course en 2016 et à nouveau en 2020, que quelque soit le démocrate qui remporterait la primaire, il le soutiendrait. Sans cet engagement, le Parti démocrate ne lui aurait pas permis de se présenter aux primaires démocrates. Ce ne fut donc pas une surprise lorsque Sanders a approuvé Biden. La plupart des partisans de Sanders voteront sûrement pour le candidat du Parti démocrate, vraisemblablement Biden, afin de vaincre Donald Trump.

La campagne politique de Sanders basée sur les exigences de « Medicare for All » (accès aux soins pour tous), l'enseignement supérieur gratuit dans les universités publiques, des salaires plus élevés et un Green New Deal, a été soutenue sur ces objectifs par des mouvements indépendants, et ces mouvements continueront. Mais il n'est pas certain que le large mouvement de gauche inspiré par Sanders soit viable sans lui. L'extrême gauche, principalement le Democratic Socialist of America, s'est engagée à continuer à construire ces mouvements et (au moins pour ce qui est de DSA) à soutenir les candidats socialistes et progressistes du Parti démocrate.

Comme nous sommes en proie au coronavirus avec une distanciation sociale et si nombreux confinés chez eux, il est difficile de comprendre où nous en sommes aujourd'hui. Nous avons un million de cas de virus, 60 000 morts et 30 millions de chômeurs : une situation sans précédent. Nous avons des manifestations de droite pour rouvrir le pays. Nous avons une augmentation des petites grèves, une expansion de l'entraide dans les communautés, des protestations des personnels de santé et de bien d'autres. Nous pourrions être à la naissance d'un nouveau mouvement ouvrier, mais il est impossible de le dire pour le moment.

La question aujourd'hui est donc de savoir si la gauche sera capable de construire un mouvement de masse significatif et de commencer à construire un parti politique indépendant, deux objectifs qui semblent encore loin. Mais c'est un combat nécessaire et qui vaut le coup. □

SAD: « Si on vient nous expliquer qu'ils pensent à notre santé, on va leur dire: il faudrait déjà qu'on ait un boulot »

Entretien avec Guillaume Dumoulin, délégué syndical central SGLCE-CGT à l'usine de Vénissieux (Rhône).

L'Anticapitaliste : Est-ce que tu peux présenter ton entreprise et le travail que vous y faites ?

Guillaume Dumoulin : La SAD (Société d'agences et de diffusion) est la filiale de Presstalis – le principal distributeur de presse en France – qui distribue l'intégralité de la presse quotidienne nationale et 60% des magazines. C'est un statut assez particulier qui est géré par la loi Bichet qui remonte à 1947: c'est un statut coopératif, c'est-à-dire que les éditeurs sont regroupés en coopérative pour l'intérêt du pluralisme, afin que chaque titre puisse être distribué au même coût et partout sur le territoire. Cela donne un accès libre au réseau de distribution: qu'on ait des moyens financiers énormes ou pas, on peut accéder aux réseaux aux mêmes tarifs. C'était l'esprit de la loi Bichet au départ, loi qui a été modifiée en 2019 par Macron, conduisant – ça ne fait pas de doute – au délitement du réseau puisque le but était de libéraliser au maximum le secteur.

On livre à des destinations où on sait qu'on ne gagnera pas d'argent – voire qu'on en perdra – et que n'importe quelle boîte qui n'aurait d'intérêt que financier refuserait de livrer. Sauf que, pour des raisons démocratiques, il faut bien que le village le plus perdu soit livré pour que le/la citoyenNE qui habite dans ce village ait accès comme toutE citoyenNE françaisE à la presse.

Le système unique en France, coopératif, a permis à des éditeurs d'exister et de faire leurs journaux. Sauf que quand vous êtes en kiosque, il y a 4 000 références possibles – pas toutes dans chaque point de vente. Pour les gros, c'est embêtant parce qu'on voit moins bien leurs titres et parce que du coup il y a de la concurrence. S'ils cassent

le système de distribution égalitaire, vous avez des petits titres qui risquent de disparaître. Le risque est de se retrouver avec finalement quelques titres des puissances de l'argent chez les marchands de journaux. Ce qui est dénoncé – il y a beaucoup de rapports parlementaires dans ce sens – c'est qu'en réalité, ce sont les petits éditeurs qui payent plein tarif et les gros qui arrive à avoir des ristournes. Même si officiellement sur le papier ils sont censés payer le même prix, ces derniers obtiennent des ristournes parce qu'ils sont au conseil d'administration, des services qu'ils ne payent pas que les autres paieraient, ou des choses comme ça.

Donc les enjeux sont là. On n'est pas que sur un modèle économique, il y a une vraie mission de service public... sauf qu'on n'est pas public. Même si la Messagerie est soutenue par des aides à la presse du gouvernement, on est bien une entreprise privée, ce sont des coopératives d'éditeurs privés.

Est-ce que tu peux expliquer la lutte que vous êtes en train de mener ?

Le 15 mai, le Tribunal de commerce pour les difficultés financières a prononcé un redressement judiciaire pour la maison-mère, mais une liquidation pour la filiale. Ce sont donc 512 emplois qui sont mis par terre. Déconfinement le 11, demande de liquidation de la direction de 12, donc on se met en grève tout de suite, sachant que le tribunal prononce officiellement la liquidation le 15. Depuis cette date on n'est plus en grève, on est juste au chômage et sans activité puisque l'entreprise a cessé son activité.

Les revendications qu'on porte sont assez simples: le boulot ne disparaît pas, la presse doit toujours être distribuée. Il

n'y a pas de raison que cela se fasse par quelqu'un d'autre. Comme on sait qu'ils essaient de nous contourner – on appelle ça « courir après le papier » –, on essaie de trouver les lieux de contournement pour aller récupérer notre activité afin qu'elle ne puisse pas se faire sans nous. C'est-à-dire qu'on empêche la livraison quand on peut et on va même jusqu'au pied des imprimeries pour être sûr de récupérer le papier, y compris chez des sous-traitants.

Parce que le plus scandaleux dans l'histoire, c'est que la maison-mère Presstalis liquide sa filiale en disant qu'il ne peut pas y avoir de continuité de l'activité avec elle, mais paie des sous-traitants pour essayer de contourner celles et ceux qui faisaient le boulot avant.

Comment se passe l'occupation que vous menez depuis le 15 mai ?

Depuis l'annonce du 12, on était en grève donc on occupait les locaux. Depuis le 15, date officielle de liquidation par le tribunal, on a renforcé la mobilisation de deux manières: premièrement, il y a une occupation 24 heures sur 24 par des équipes en rotation d'un peu moins d'une dizaine de personnes selon les heures. Il y a des équipes qui dorment. Et puis il y a des moments où on donne des rendez-vous dans l'entreprise pour aller faire des opérations extérieures.

Quelles sont les actions prévues dans les prochains jours ?

Des ennemis, on en a plein. On sait par exemple qu'Amaury – qui imprime à Saint-Vulbas dans l'Ain *l'Équipe*, *Aujourd'hui en France* et le *JDD* – devrait reprendre son service bientôt. Ils avaient décidé d'arrêter puisqu'il n'y avait plus de livraison (ça ne servait à rien d'imprimer un papier qu'on



va jeter à la poubelle deux secondes après). Mais ils veulent reprendre parce qu'ils sont justement en train de mettre en place les moyens de nous contourner. Donc on va aller empêcher que cela puisse se faire, puisque c'est notre seul moyen de pression envers les éditeurs qui ne veulent plus de nous et les pouvoirs publics. Il s'agit de leur dire : si vous ne nous trouvez pas de solution, il n'y aura pas de solution pour vous non plus.

Il n'y a pas de menace d'expulsion pour le moment ?

Forcément le bailleur, à un moment où à un autre, va appeler le liquidateur pour lui dire qu'il aimerait bien récupérer la possession de ses locaux. Notre idée est que l'activité reparte, et si on veut que ce soit le cas il faut forcément un lieu pour le faire. Donc pour l'instant on occupe les locaux et on n'est pas près de les leur rendre.

Peux-tu expliquer votre projet de Scoop et de reprise ?

C'est une des possibilités : reprenons notre entreprise sous forme de société coopérative d'intérêt collectif, allons chercher les fonds (parce que on réalise quand même des missions de service public) auprès des éditeurs surtout. Ce sont eux qui doivent financer car ce sont eux qui cassent l'emploi et qui cassent l'outil. En leur disant : « Vous ne donnerez pas le boulot aux autres, vous n'enlèverez pas le boulot

aux gens qui le font aujourd'hui, vous allez leur donner les moyens pour qu'ils le fassent eux-mêmes ».

Nous sommes donc en train de travailler sur un projet de Scic (société coopérative d'intérêt collectif). Si on est expulsé, ce sera beaucoup plus difficile. Parce que s'ils donnent l'exclusivité de la zone aux dépositaires d'à côté, on sera encore dans une problématique autre. Car si on remonte une boîte et qu'on n'a pas le travail qui vient chez nous, on aura monté une boîte vide. Donc on a on a l'obligation de garder les locaux pour pouvoir redémarrer.

Ça se traduit dans les effectifs ?

Il y a une mutation numérique qui se fait, il y a de moins en moins de gens qui lisent la presse papier – ça marche encore pour certains journaux mais il y en a de moins en moins. Sur ce qui est vendu en kiosque, on en est quasiment à 10% de baisse de volume par an, ce qui n'est pas rien. La particularité du système coopératif est que les clients sont aussi actionnaires. Quand on n'a pas de sens moral mais que des sens financiers, on se traite plus souvent comme client que comme actionnaire. Donc, par exemple, quand ça coûte 10 pour être distribué, on préfère payer 8. Sauf qu'ainsi on flingue son outil et c'est comme ça que Presstalis est arrivé à plus de 500 millions d'euros de fonds propres négatifs.

Ces deux éléments ont énormément fragilisé le système. On a un

effet ciseaux avec des éditeurs qui ne veulent plus payer et en même temps une baisse des ventes qui est réelle.

Vous avez prévu des actions, rassemblements devant l'entreprise... pour que s'exprime une solidarité extérieure ?

Déjà, on a fait un rassemblement avant la décision au tribunal vendredi, un appel avec l'interpro. On a des délégations de syndicats qui sont venues nous voir et même des gens extérieurs. On a fait un rassemblement devant la Préfecture.

Il y a aussi la difficulté de ne plus avoir le droit de faire des rassemblements de plus de 10. Mais, quand l'entreprise est venue nous voir alors qu'on était plus de 100 personnes, on leur a dit d'aller un peu se faire voir avec leurs règles d'hygiène. Ce n'est pas qu'on n'y croit pas, mais ce n'est pas notre priorité. S'ils viennent nous expliquer qu'ils pensent à notre santé, on va leur dire : « il faudrait déjà qu'on ait un boulot... » On a dit au préfet : « Sauvez la boîte et on ne viendra pas ! » On appellera à d'autres rassemblements avec l'Union départementale CGT. On attend même la Confédération puisqu'il s'agit de faire monter le dossier au niveau politique le plus haut possible. Parce qu'il s'agit quand même de la distribution de la presse et chaque citoyenNE est concerné. □

Propos recueillis par le NPA 69

« Le piège serait de se calquer sur le calendrier du ministère de l'Éducation »

Entretien avec Laurence De Cock, enseignante et historienne. Elle est revenue, mi mai, sur les politiques éducatives dans le cadre du confinement.

L'Anticapitaliste : Bonjour Laurence. Comment vois-tu cette « rentrée » scolaire et les problèmes qu'elle pose sur le plan pédagogique ?

Laurence De Cock : Les problèmes qu'elle pose sont extrêmement nombreux. D'abord, ce n'est pas une « rentrée » scolaire (effectivement tu as raison de mettre des guillemets). À la limite, c'est la « reprise » d'une année scolaire qui a été, malheureusement, assez chaotique. Mais « rentrée » signifierait qu'il y a eu un grand blanc où il ne s'est rien passé: les mômes étaient en vacances, les profs aussi, et puis tout le monde a repris, youkaïdi, youkaïda. Ce n'est pas ça, bien sûr. En même temps, il y a aussi quelques critères de rentrée pour beaucoup d'enfants, parce que l'école qu'ils retrouvent n'est pas l'école qu'ils ont quittée.

Et d'ailleurs, l'école – le lieu, l'espace – qu'ils retrouvent, à mon sens ce n'est pas véritablement une école, compte tenu des 60 pages de contraintes sanitaires qui pèsent sur les établissements, et aussi du fait qu'on doit être à 5 % de scolarisation dans les écoles primaires donc évidemment ce n'est rien du tout, c'est dérisoire. En fait, ils retrouvent un espace vide, complètement aseptisé – en tout cas autant que faire se peut, avec pour les plus petites tout un tas d'interdictions, en particulier la manipulation d'objets, l'interaction des corps avec les copains mais aussi avec les enseignants et les enseignantes et tous les autres personnels. On n'en parle jamais mais, dans les maternelles, il y a les ATSEM, les gens qui servent à la cantine, etc. Donc ils/elles retrouvent un espace qui n'est pas une école. De ce point de vue, peut-être qu'on peut quand même dire que c'est, malgré tout, « une rentrée ».

Je pense que c'est un piège. Et là-dessus, on n'y peut pas grand chose: c'est le remplacement d'un désastre par un désastre. C'est un piège parce que, bien entendu, on ne peut qu'être d'accord avec le fait

que certains enfants ont besoin – je ne peux plus dire « à tout prix », c'est une expression gouvernementale maintenant! – de retrouver l'école. On le sait, le confinement a été dramatique pour les enfants – en particulier les enfants issus des catégories populaires. Donc, raccrocher des enfants à un collectif et à une relation pédagogique, c'est urgent bien sûr. Mais c'est aussi un piège parce que les contraintes que je viens d'énoncer sont telles que ça ne peut pas se faire. C'est remplacer un désastre par un désastre.

Alors plein de gens demandent: « ben oui mais alors qu'est-ce qu'on fait? C'est quoi la solution? etc. ». Quand on est dans un piège, le problème est qu'on a besoin de temps pour réfléchir à une solution. Si tout le monde savait comment sortir d'un piège, il n'y aurait plus de piège!

Il y a des pistes qui ont été émises. Parmi elles, celle que je trouve la plus intéressante pour l'instant, c'est de multiplier les cours dehors. C'est-à-dire: ouvrir les espaces et emmener les enfants dans des jardins, dans des espaces vastes qui les sortent un peu de cette espèce de bulle stérile. Ça a été évidemment balayé d'un revers de la main et pas du tout examiné.

Télétravail, éclatement du temps de travail, individualisation... Il semble que confinement et déconfinement sont une occasion de mettre en place de vieux projets de Blanquer pour l'école.

C'est une opportunité. Alors, évidemment, il serait complètement faux de dire que tout le monde au gouvernement se réjouit des modifications de notre rapport au travail, qui seraient provoquées par cette histoire de confinement. Mais en tout cas, indéniablement, on ne peut que constater que c'est une opportunité. Parce que, alors que le confinement s'achève à peine, on a des membres du gouvernement – le ministre mais pas seulement, et pas seulement en France,

il faut le préciser, des entreprises – notamment les entreprises dites high-tech, c'est-à-dire celles qui vont fournir en produits numériques les enseignantEs et les établissements scolaires – on a tous ces gens-là qui, je dirais presque, toute honte bue, se réjouissent d'avoir été là, d'avoir prouvé que l'on pouvait travailler autrement et d'avoir montré que la flexibilité n'est pas un vain mot.

Tous ces gens, sans aucun complexe – et je dirais presque que c'est obscène, quand on voit la charge de travail qui a pesé sur les enseignantEs et à quel point ça a été difficile, douloureux, on y reviendra peut-être – disent: « vous voyez que c'est possible, ça fait longtemps qu'on l'avait dit ». Et il est vrai que, si on lit les ouvrages de Blanquer sur l'école, est écrite noir sur blanc cette apologie du numérique qui va aider complètement à l'individualisation des parcours, et puis qui va aussi aider à « dégraisser le mammoth » comme disait l'autre... C'est-à-dire qu'effectivement, on va remplacer unE prof par la machine.

Et puis on va pouvoir le faire bosser plus parce que – et ça c'est quand même aussi une méconnaissance absolue de l'histoire, ne serait-ce que de l'histoire du monde ouvrier – on a le sentiment que la machine fait le travail de l'Homme à sa place. En réalité, la machine induit plus de travail. C'est ce qu'ont montré toutes les historienNEs, pas forcément « les radicaux ». C'est malheureusement l'Homme qui s'adapte à la machine et pas l'inverse. Ce qu'on a constaté pendant le confinement – et j'en suis l'un des premiers exemples mais tous mes collègues aussi – c'est que, la première semaine, alors qu'on était toutes et tous extrêmement tendus et angoissés à l'idée de perdre des gaminEs et de ne pas savoir comment faire, on a hyper investi ce qu'on avait sous la main comme outils numériques, ce qui n'était déjà pas simple.

En fait on a été laminé de fatigue, on a vu des cours qui étaient proposés pendant

les jours fériés, tout simplement parce qu'on perd la notion du temps. C'était limite si on n'allait pas appeler les gaminEs dimanche pour faire un cours parce qu'on n'avait pas réussi à les avoir le vendredi. On voit bien comment la machine a donné le tempo. Et ça, c'est du pain béni pour le néolibéralisme.

Naomi Klein a sorti un article dans *The Guardian* exactement là-dessus, c'est-à-dire comment, comme des vautours, les apôtres du néolibéralisme et les industries high-tech se sont jetés sur cette expérience du confinement pour dire: «vous voyez: c'est possible, on va travailler autrement». Donc, oui, il y a une opportunité et elle est vraiment dégueulasse, je ne vois pas comment appeler ça autrement. Elle pèse sur des profs qui sont déjà fatigués, usés, qui ont été vampirisés par la machine et auxquels, désormais, on veut retirer la petite particularité, le peu d'oxygène qu'il leur reste, c'est-à-dire la régularité de leur temps de travail et de leur lieu de travail.

Il semble qu'il y ait aussi une pression hiérarchique dans plusieurs secteurs qui se développe.

Oui. C'est une mécanique qui existait déjà avant, mais qui a été, là aussi, accélérée par le confinement. C'est une mécanique qu'on connaît bien, celle de l'anticipation. L'angoisse provoque une anticipation, laquelle ne peut fonctionner que par des mécanismes autoritaires parce que l'on n'a pas les moyens de justifier ses choix avec des arguments rationnels. La pression autoritaire est nourrie à son tour par des angoisses.

Du coup que, alors même qu'il n'y a pas forcément eu d'ordre direct du «sommet de la pyramide», il y a toute une logique de «société de surveillance», de «société de contrôle» qui s'installe.

Et puis, au niveau des enseignantEs, c'est aussi l'angoisse du retour des parents: «est-ce que je fais bien?» Parce qu'avec les cours à distance, on se retrouve presque chez eux et ils nous voient. Cela entraîne une pression très très forte et – c'est important de le préciser – c'est une pression à tous les échelons.

Ce qui est intéressant aussi, parce qu'heureusement, il y a quand même quelques petits points un peu positifs, c'est qu'à tous les échelons ça commence à craquer. Une tribune est parue, dans *Le Café pédagogique*, de hauts fonctionnaires. Elle est anonyme, ce sont des hauts fonctionnaires mais, malgré tout, on peut noter que, quand ça commence à craquer



à ce niveau-là, c'est qu'il y a un sérieux problème.

Donc oui, une machine s'est mise en route et a appuyé sur l'accélérateur, et, en même temps, il y a comme une espèce de «frein» – en tout cas j'ose espérer – qui arrivent d'un petit peu de partout, de tous les échelons. Cela, je pense qu'il faut le guetter avec attention.

Pour finir sur une note positive: le confinement remet en cause une série de certitudes qu'on pouvait avoir – même si ça peut être utilisé d'un point de vue gouvernemental. Pour la première fois, des parents voyaient leurs enfants progresser devant eux. Est-ce qu'il n'y a pas quelque chose de positif? Est-ce que tout ça ne peut pas être aussi, quelque part, un point d'appui, malgré les difficultés de la situation, pour remettre en cause une série de choses sur le fonctionnement de l'enseignement?

Je dirais qu'il est vraiment trop tôt pour tirer un bilan de ce qui s'est passé. Je dis toujours: «Attention, il y a un temps spécifique à l'école». Il faut qu'on prenne le temps, qu'on regarde comment ça s'est passé, partout. On a effectivement, tous et toutes, des expériences à raconter.

Des contacts ont été pris avec des parents, presque de «triangulation» de la relation pédagogique, où on a vraiment travaillé de concert avec eux. Par exemple, j'ai lancé un projet qui était de recueillir des textes et des dessins d'enfants. J'ai eu des dialogues avec les parents, avec les enfants, et je voyais que notre dialogue avait des effets sur les interactions, sur les relations entre les parents et les enfants. Ça a existé, évidemment.

Après, il y a aussi eu complètement l'inverse, c'est à dire des coupures complètes,

des aigreurs de la part de parents. On a vu aussi des parents qui se plaignent, qui disent que c'est impossible, qu'il y a trop de boulot, qui ne suivent pas... Des parents qui tout à coup mesurent – il y a plein de visuels très drôles qui ont circulé au début du confinement – à quel point c'est un boulot difficile!

Donc on peut dire que l'on va pouvoir dans une certaine mesure rebondir là-dessus pour essayer de repenser, pas forcément le système éducatif, mais plus certainement le travail coopératif entre les parents et les enseignantEs, et peut-être essayer, justement, de le circonscrire de façon plus rationnelle et cohérente. On a souvent des parents qui sont, soit très intrusifs, soit très absents. De l'autre côté aussi, des enseignantEs qui n'arrivent pas forcément à toujours garder leur place, donc elles et eux aussi peuvent être intrusifs ou au contraire se désintéresser des conditions de vie des enfants. En résumé, il y a certainement plein de choses qui se sont enclenchées là et sur lesquelles on va pouvoir rebondir. Mais surtout je pense que ce qu'il faut rappeler, c'est qu'on travaillera là-dessus, on tissera des choses, on tâtonnera, on se plantera aussi, on reviendra en arrière, on recommencera... Mais c'est aux enseignantEs d'imposer la temporalité de ça et certainement pas à l'institution ni à la hiérarchie de dire «c'est comme ça que ça doit se passer désormais». En fait, le piège serait de se calquer sur le calendrier ministériel et ne pas réinvestir notre propre temporalité, qui est une temporalité professionnelle et qui est celle sur laquelle il faut absolument qu'on garde la main. Parce que, sinon, on se fera écraser par le rouleau compresseur néolibéral. □

Propos recueillis par Antoine Larrache

Délocalisations, relocalisations à la lumière du coronavirus, éléments pour une discussion

PAR HENRI WILNO

Face à la crise, économique et sanitaire, du coronavirus, de divers côtés est dénoncé l'étirement des chaînes de production qui a abouti à la disparition de pans complets de l'industrie, notamment pharmaceutique. En conséquence le thème de la relocalisation des activités déjà porté par divers courants, apparaît dans plusieurs appels, notamment dans celui pour « le jour d'après » signé notamment par la CGT, Solidaires, Attac¹. Parfois, les relocalisations sont présentées comme un élément central de ce que doit être une autre logique économique.

Le NPA a toujours été très réservé vis-à-vis de cette thématique qui peut couvrir des marchandises avariées: du nationalisme économique faisant des «étrangers» les boucs émissaires du chômage et prêchant l'union sacrée avec un patronat supposé «national» à un utopisme mystificateur faisant diversion par rapport à de vraies revendications anticapitalistes susceptibles d'être portées par les salariés. Mais, dans le contexte d'une pandémie qui aura des effets durables, n'y a-t'il pas matière à actualiser cette position ?

LA LOGIQUE DES DÉLOCALISATIONS

Un texte récent de l'économiste Claude Serfati² pose des questions importantes. Il décrit certains éléments du processus par lequel des pans entiers de l'industrie ont disparu en

France, notamment certaines productions dans le champ de la santé, ce qui a des conséquences dramatiques dans le contexte actuel. Il cite Serge Tchuruk PDG d'Alcatel qui, en juin 2001, dans une réunion organisée par le *Wall Street Journal* pour les investisseurs financiers a déclaré: «*Nous souhaitons être très bientôt une entreprise sans usine*», c'est-à-dire qui délègue à des sous-traitants ou achète tout ce qu'elle vend quitte à y apposer une étiquette.

Sans aller jusque-là, s'est répandue depuis des années dans divers secteurs patronaux industriels l'idée qu'il fallait se recentrer sur le «cœur de métier» et que, pour les consommations intermédiaires auparavant internalisées, voir même pour des produits finis, l'approvisionnement à l'extérieur (avec mise en concurrence

des fournisseurs) pouvait avantageusement remplacer ce qui était auparavant produit en interne. D'où le recours généralisé à la sous-traitance. Cela s'est conjugué avec le «zéro stock». Dans d'autres secteurs, la ligne directrice fut la délocalisation de la fabrication dans les pays à bas salaires.

Globalement, ce qui est dominant dans le capitalisme actuel, c'est l'instauration de chaînes de production à l'échelle géographique du monde entier où la notion même de sous-traitants n'est plus très pertinente.

Si des dénonciations s'élèvent parfois, y compris dans les rangs syndicaux (à la CGT par exemple) contre cette perte de substance de l'industrie nationale, il existe aussi à l'extrême-gauche une approche que l'on pourrait qualifier de «productiviste progressiste» consistant à traiter la mondialisation comme une forme de socialisation des forces productives entraînant plus ou moins mécaniquement la possibilité d'une solidarité internationale entre travailleurs de toutes ces chaînes de production. Lutte ouvrière, qui partage cette position, a aussi jugé justifié de partir «des préoccupations concrètes des travailleurs» et de s'opposer aux délocalisations lorsqu'elles «apparaissent comme la cause des licenciements» ajoutant que peut ne pas absolument coïncider l'intervention en tant que syndicalistes et en tant que



militants politiques.³

Il est essentiel de souligner et de répéter que les délocalisations comptent pour une faible part des pertes d'emplois en France, y compris dans l'industrie et n'expliquent pas celles du BTP ou de La Poste, activités non délocalisables.

Il n'est pas mis en doute que dans certains pays, comme tout récemment en Éthiopie où grandit une industrie surtout textile, se développe dans le même temps une classe ouvrière (même si le nombre d'emplois créés reste faible et en deçà des espérances gouvernementales) : la bourgeoisie continue de produire « *ses propres fossoyeurs* », comme l'écrivaient Marx et Engels dans le Manifeste communiste. Cependant, il faut saisir l'aspect contradictoire du phénomène et pointer le fait qu'aujourd'hui, dans les conditions du capitalisme mondialisé, la complexification des chaînes de production participe au pillage environnemental de la planète, à la mise en concurrence au plan international des salariés en position de faiblesse, etc.

Cette évolution s'est déroulée avec la bénédiction de la plupart des États capitalistes. L'État français n'a grosso modo plus considéré comme stratégique que ce qui relevait du militaire, force de frappe et interventions extérieures obligent (encore, que pour les drones, l'armée française est dépendante des États-Unis). Prenant en compte des éléments, on comprend mieux ce qui se passe avec les masques médicaux. À un certain moment la logique des décideurs a été simple : pourquoi produire et stocker des masques en France quand on peut les acheter bon marché en Chine ?

On pourrait sans doute analyser à la lumière des mêmes logiques ce qu'il en est des tests, des respirateurs... En matière médicale, personnels médicaux et patients payent actuellement les pots cassés de cette orientation, qui se conjugue avec des années d'austérité pour les hôpitaux.

L'ENNEMI EST ICI, PAS EN CHINE

Cela nous impose sans doute de recommencer à réfléchir sur la question des délocalisations et relocalisations. Comme cela a été souligné plus haut,

nous avons toujours eu des problèmes sur ces questions, refusant à juste titre le « *produisons français* » du PCF mais, d'un autre côté, sentant bien que les délocalisations sans frein posaient problème, tant pour l'emploi que pour le tissu industriel, les capacités de recherche...

Si on revient sur ce que les militants du NPA ont tenté de faire dans les fermetures d'usines, souvent ils ne sont pas limités à réclamer la meilleure indemnité de départ et ont essayé de se bagarrer jusqu'au bout contre les licenciements, c'est à dire pour le maintien d'une production sur place, quitte à exiger du patron qu'il trouve quoi produire pour faire tourner l'usine. Ce fut le cas à Renault-Cléon et à Ford. Cependant, sauf contre-exemple, ces revendications n'ont pas été liées à l'utilité sociale des productions (sou-



vent la situation ne s'y prêtait pas).

La question de l'utilité sociale est complexe : elle est reliée non seulement à la nature des productions, à leur finalité mais aussi à la façon dont elles se réalisent : dangers pour les travailleurs et l'environnement, impact "carbone" de la circulation des éléments qui les constituent.

La généralisation est compliquée. Pour les productions autres que la santé, il y a des interrogations : productions utiles, essentielles, indispensables, inutiles, nuisibles. Pour le militaire, la réponse est facile. Pour l'automobile et l'aviation, c'est plus délicat. Encore plus, pour la chimie. Pour l'électro-ménager et l'informatique, d'autres questions apparaissent comme l'obsolescence programmée...

Tout cela est souvent contradictoire mais, en tant que parti, on ne peut se désintéresser de ces problèmes en

raison de ces contradictions.

Il ne s'agit pas d'entrer dans un nationalisme tel qu'on le retrouve dans des formules de Frédéric Lordon selon lesquelles salariéEs chinoiSEs et françaisS sont dans « *un rapport d'antagonisme mutuel – contre lequel aucune dénégation ne pourra rien* » et d'où découlait selon lui qu'« *en appeler à la solidarité de classe franco-chinoise procède d'un universalisme abstrait* » (*La démondialisation et ses ennemis, Le Monde diplomatique*, août, 2011 – il est possible que Lordon ait depuis modulé cette position). Car le problème en l'espèce n'est pas l'« *ouvrier chinois* » mais le patron et l'État français. Ce sont eux qui délocalisent.

UNE INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE DÉMANTELÉE

D'autant que cet État est pris à son propre piège car la foire d'empoigne qui s'est déroulée autour des masques (*Les Echos* parlent même de de « *guerre des masques* ») avec des cargaisons destinées à un pays détournées vers les États-Unis, montre que, quand la situation est tendue, les contrats commerciaux – fondement de l'économie de marché – ne valent plus grand-chose.

Nous disons depuis des années que nous voulons la « *nationalisation (ou socialisation) de l'industrie*

pharmaceutique » mais nous risquons de n'avoir à nationaliser qu'une coquille plus ou moins vide ou réduite (par la politique de Sanofi entre autres) aux segments d'activité les plus rentables. Selon une tribune publiée dans *Le Monde* du 13 avril par des responsables hospitaliers : « *Un rapport de l'Académie nationale de pharmacie en mars 2013 et, beaucoup plus récemment, un rapport de la mission d'information sur les pénuries de médicaments et de vaccins, signé par les sénateurs Jean-Pierre Decool (Nord, groupe Les indépendants - République et territoires) et Yves Daudigny (Aisne, groupe socialiste et républicain) en octobre*



2018 alertaient déjà sur « la vulnérabilité française et européenne aggravée par les mutations profondes de l'industrie du médicament ». L'Académie de pharmacie soulignait que « 60 % à 80 % des matières actives à usage pharmaceutique sont fabriquées dans les pays tiers à l'Union européenne, principalement en Inde et en Asie, contre 20 % il y a trente ans. Cette perte quasi complète d'indépendance de l'Europe en sources d'approvisionnement en principes actifs se conjugue à l'éventuelle perte du savoir-faire industriel correspondant »⁴. Sur des camps connexes qui concernent la santé en général, l'État français soucieux avant tout de jouer le jeu du marché a assisté sans intervenir au dépérissement et à la fermeture en 2018 d'une entreprise française,

installée en Bretagne, qui pouvait en fabriquer jusqu'à 200 millions de masques médicaux, après avoir été rachetée par un groupe américain⁵ : les salariés qui avaient interpellé l'État n'ont eu comme réponse que le silence et les machines ont été détruites. Le cas de Luxfer, fermée en 2019, qui fabriquait des bonbonnes d'oxygène médicale est du même ordre, sauf que l'outil de production existe encore car les salariés ont réussi à en empêcher la destruction. Les ouvriers se battent actuellement pour le redémarrage et la nationalisation.

RELOCALISATIONS ET DÉMARCHE TRANSITOIRE

Pouvons-nous nous contenter d'expliquer qu'avec le socialisme, une vraie industrie pharmaceutique dégagée des aberrations auxquelles conduit le capitalisme et fonctionnant en

fonction des besoins, sera reconstruite ? Ou bien devons-nous déjà dire que, dans ce secteur industriel (et peut être dans des segments d'autres secteurs car la santé a besoin de productions d'autres industries comme l'électronique pour l'imagerie médicale, de textiles ou de papier pour les masques...) délocaliser, s'en remettre au tout-marché, est destructeur aujourd'hui et que cela, vu la catastrophe en cours et celles prévisibles, nous importe sans attendre le socialisme ? Si on accepte cette logique, il n'est pas scandaleux dans notre agitation et propagande contre la crise, tout en dénonçant avant tout capitalistes et gouvernants à leur service, de poser la question de la relocalisation de certaines productions en liaison avec la dénonciation des restructurations

capitalistes et de leurs conséquences désastreuses, pas seulement sur l'emploi. Cela, bien sûr, doit se poser le plus possible en lien avec les mobilisations des salariés de l'entreprise ou du secteur (et des petits paysans pour l'agro-alimentaire), avec la défense des emplois. Enfin, il n'est pas question que les productions relocalisées soient gérées par des capitalistes subventionnés, ce qui serait vraisemblablement le cas si la gravité de la crise sanitaire conduit, par exemple, à la relocalisation de la production des principes actifs des médicaments. Ce qui est nécessaire est la nationalisation sous contrôle des travailleurs/ses (et de représentants de la société). Bien sûr, la question des relocalisations ne saurait être l'axe central de notre agitation face à la crise mais seulement un de ses éléments.

Tout cela n'est pas simple mais, sur le fond, il s'agit bien de renouer trouver un « pont » entre les revendications comprises par les larges masses et la nécessité d'une transformation révolutionnaire de la société.⁶ □

1. <https://france.attac.org/se-mobiliser/que-faire-face-au-coronavirus/article/petition-plus-jamais-ca-signons-pour-le-jour-d-apres>

2. <https://alencontre.org/europe/france/france-les-choix-industriels-amplifient-la-catastrophe-sociale-contribution-au-debat-pour-le-plus-jamais-ca.html>. Claude Serfati, spécialiste des questions militaires et industrielles, a collaboré à Carré rouge et a écrit dans la revue du NPA.

3. <https://mensuel.lutte-ouvriere.org/documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-actuelle-1993/article/la-demonialisation-et-le>

<https://mensuel.lutte-ouvriere.org/documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-actuelle-1993/les-delocalisations>

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/23/en-ethiopie-les-promesses-de-l-industrialisation-tardent-a-se-concretiser_6016670_3212.html

4. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/13/des-responsables-hospitaliers-inquiets-a-l-idee-d-une-penurie-dans-les-prochaines-semaines-en-medicaments-essentiels-aux-patients-du-covid-19_603-6436_3232.html

5. <https://www.franceinter.fr/comment-la-france-a-sacrifie-sa-principale-usine-de-masques>

6. « Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. » Léon Trotski, Programme de transition (1938 <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran3.html>)



Rendre le pangolin familier : pour une lecture anticapitaliste des épidémies

PAR PAUL SEBILLOTTE

Le gouvernement a organisé par décrets depuis le 14 mars le confinement généralisé. Tout en essayant de protéger l'économie, « les premiers de cordée » chers à Macron, plutôt que les salariés, lesquels ont compris depuis longtemps que rien ne « ruissellerait » jamais pour eux de l'abondance donnée aux premiers !

Affirmer que le Covid-19 est une pandémie capitaliste pourrait paraître absurde. Après tout, les virus sont des corps naturels qui existent indépendamment de toute structure sociale et qui ont d'ailleurs frappé l'humanité bien avant que celle-ci soit dominée par les systèmes capitalistes. Des épidémies de « peste » frappant la Grèce antique à la Peste noire touchant les sociétés précapitalistes eurasiatiques, les preuves ne manquent pas : le capitalisme n'a pas inventé les pandémies. Prétendre qu'il pourrait être responsable du Covid-19 semble donc soit insensé soit « complotiste » (pour reprendre l'adjectif utilisé généralement pour disqualifier toute pensée critique qui cherche à remonter la chaîne des responsabilités sociales d'un phénomène). Soit, et il faut l'admettre d'entrée, le SARS-CoV-2 (nom du virus qui transmet la maladie Covid-19) existe indépendamment des structures capitalistes. Dès lors, l'anticapitalisme n'aurait plus qu'à se concentrer sur la gestion capitaliste de la pandémie et n'aurait rien à dire sur l'apparition de l'épidémie en elle-même, réduite à un strict phénomène « naturel ».

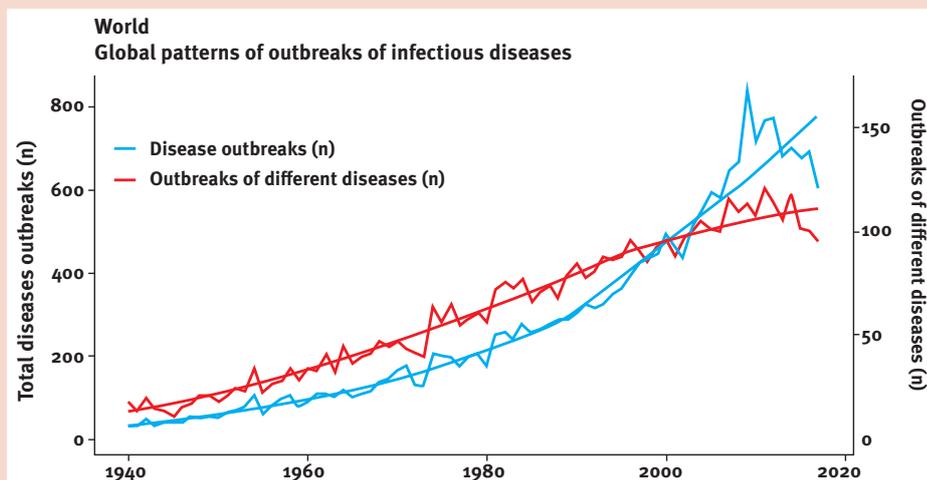
Pourtant, les faits sont là et ils sont troublants : nous assistons, depuis quelques années, à une multiplication des maladies infectieuses (voir illustration n°1). Et parmi celles-ci, les maladies liées à un coronavirus ont connu une actualité particulièrement mouvementée. Du SRAS (Syndrome respiratoire aigu sévère) qui a frappé la Chine en 2002-2003

au MERS-CoV (coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient) qui a frappé la péninsule arabique en 2012 en passant donc par l'actuel SARS-CoV-2, les virus de la famille des coronavirus semblent être, avec les différentes pandémies grippales, un des grands dangers sanitaires du XXI^e siècle.

Comment l'expliquer ? Pourquoi le capitalisme, qui fait des crises sanitaires un phénomène strictement extérieur à lui-même, peut-il être

LA DOUBLE ÉTRANGETÉ OU L'INNOCENCE PROCLAMÉE DU CAPITALISME

Soit une chauve-souris porteuse d'un virus quelconque parcourant, de nuit, une jungle qu'on devine en voie accélérée de déforestation. Elle saisit, dans sa bouche, une baie pour s'alimenter mais, face à la progression rapide des engins, s'envole pour se réfugier dans un bâtiment d'élevage. Elle laisse tomber l'aliment jalousement conservé sur le sol



Le graphique montre une augmentation, depuis 1940, du nombre d'épisodes épidémiques (axe bleu) avec une multiplication des différents types d'infection (axe rouge) © Gideon (graphique tiré de l'article de Jade Lindgaard et Amélie Poinsot, publié sur Mediapart, « Le coronavirus, un boomerang qui nous revient dans la figure », 22 mars 2020).

tenu pour responsable de cette inflation pandémique ? C'est à ces questions que nous tenterons de répondre pour contourner le piège de la « naturalisation » excessive du phénomène pandémique et pour faire apparaître, encore une fois, le capitalisme pour ce qu'il est : une organisation sociale mortifère.

de cette bâtisse, un porc en profite et l'avale. À son tour contaminé, il est tué puis mangé dans un restaurant de Macao. On devine alors que le virus a opéré ce qu'on appelle un « saut





d'espèce», passant, par l'intermédiaire du porc, de la chauve-souris à l'homme. Commence alors une pandémie mondiale particulièrement virulente. Cette scène, fictive, est la séquence finale du film *Contagion* (sorti en 2011), revenant pour finir sur les origines de la maladie dont il a auparavant raconté la diffusion.

Si la scène de ce film nous semble familière, c'est qu'elle fait directement écho à la situation actuelle. Remplacez le porc par le pangolin et le restaurant de Macao par le marché de Wuhan et vous avez l'hypothèse la plus vraisemblable du circuit de transmission du Covid-19 – de la chauve-souris vers l'homme. Si Steven Soderbergh, le réalisateur de *Contagion*, a imaginé cette scène dès 2011, ce n'est nullement parce qu'il est un visionnaire. Il restitue, en réalité, un schéma virologique déjà connu à l'époque. En 2003, l'épidémie de SRAS avait une généalogie relativement similaire : la chauve-souris, encore elle, aurait transmis ce coronavirus en passant, cette fois, par la civette. Plus récemment encore, l'épidémie liée au virus Ebola (qui aura fait, entre 2013 et 2016, plus de 11 000 morts avec un taux de mortalité compris entre 57 et 59 % des malades) viendrait elle aussi de chauve-souris originaires

d'Afrique centrale ayant transmis le virus à l'homme soit directement soit en passant par des singes¹. Le récit de ces maladies zoonotiques (c'est-à-dire circulant, au cours d'un processus appelé la « zoonose », des animaux vers les humains) mobilise donc une liste impressionnante d'animaux qu'on aurait spontanément envie de qualifier de « sauvages ». La chauve-souris, le pangolin, le singe ou encore la civette nous plongent instantanément dans un paysage qui nous est peu familier et que l'on se représente instinctivement comme étant celui d'une forêt vierge lointaine restée imperméable aux activités humaines². On imagine alors volontiers les virus inconnus qui pourraient, en toute quiétude, s'y propager. Et même lorsque des humains s'y aventurent, tout nous semble, encore une fois, étrange : quelles sont donc ces sociétés où l'on se nourrit de pangolin ?

Se construit alors une double et radicale étrangeté. Étrangeté biologique, d'abord : pensées comme catastrophes naturelles, ces pandémies auraient pour origine une nature sauvage incontrôlable dont les sentences, voire les vengeances, laisseraient les sociétés humaines impuissantes, condamnées au fatalisme. Étrangeté culturelle ensuite : ces épidémies apparaîtraient dans des cultures « exotiques », voire

« arriérées » qui, en échappant à la rationalité occidentale capitaliste, produiraient des modes de vie (alimentaires notamment) qui favoriseraient les zoonoses. Se construit donc une double opposition (monde sauvage contre espace maîtrisé et traditions arriérées contre rationalité occidentale) à travers laquelle les capitalistes décrètent leur propre innocence : ces pandémies sont un fléau inéluctable et parfaitement étranger à nos modes de production. Cette mise à distance du virus vis-à-vis du mode de production capitaliste peut aussi s'opérer à travers une rhétorique raciste permettant de souligner, encore une fois, le caractère « étranger » de l'épidémie. Ainsi de Donald Trump parlant du SARS-CoV-2 comme d'un « virus chinois » ou des nombreuses agressions dont ont été victimes les populations chinoises en Europe (et notamment en France) au début de l'épidémie. Se construit alors une équivalence entre les animaux jugés « responsables » de l'épidémie et ceux qui les mangent – tous deux pouvant être qualifiés de « sauvages »³.

Évidemment, la première réponse possible à cette rhétorique est d'affirmer que « les virus n'ont pas de passeport » (ce qui, ici, n'est pas tant un principe politique qu'une vérité épidémiologique). Elle permet de

déjouer les discours xénophobes affirmant qu'une fermeture des frontières aurait pu constituer une politique efficace contre la pandémie. Cependant, cette réponse, si elle est indispensable, est insuffisante. Pour déjouer le piège de l'attribution d'une nationalité à un virus, le plus efficace reste encore de s'intéresser aux causes de sa production. C'est ici qu'apparaît le plus clairement l'absurdité du caractère national de tel ou tel virus puisque celle-ci est incontestablement liée aux dynamiques du capitalisme mondial.



« LES GRANDES FERMES PRODUISENT LES GRANDES GRIPES »⁴ : L'EXEMPLE D'EBOLA

Pour mieux comprendre le lien qui peut exister entre l'activité virologique et les processus d'accumulation de capitaux à l'échelle mondiale, éloignons-nous quelques instants du Covid-19 pour nous intéresser à une autre épidémie que nous avons déjà rapidement évoquée, celle liée au virus Ebola (virus qui provoque chez les êtres humains des fièvres très importantes et souvent mortelles). La transmission de ce virus vers l'homme est ancienne mais fut surtout mise sur le devant de la scène médiatique au moment de l'épidémie de 2013-2015 qui frappa principalement les pays d'Afrique de l'Ouest. L'origine de cette épidémie, son « point zéro » supposé, nous plonge dans un paysage a priori tout aussi étrange que celui évoqué plus haut. Nous sommes en pleine Guinée Forestière, au sud de la Guinée, dans une forêt dense de presque 50 000 km² (soit environ deux fois la Bretagne). Pourtant, très vite, l'impression d'avoir à faire à un espace naturel vierge de toute activité humaine s'estompe : nous sommes ici dans un haut lieu de spéculation pour les capitaux mondiaux. C'est que la Guinée, comme de nombreux pays du continent africain, est un pays doté de richesses naturelles abondantes attirant les grandes firmes internationales. On y trouve d'importants gisements d'or, de diamant et, surtout, un tiers des réserves mondiales connues de bauxite. La Guinée est ainsi devenue, en 2017, le troisième exportateur mondial de cette matière première qui sert principalement à fabriquer l'aluminium⁵. De quoi aiguïser l'appétit des capitalistes : ainsi, « Alliance minière responsable », financée notamment par Anne Lauvergeon et Xavier Niel (et conseillée par Arnaud Montebourg), a récemment acquis une mine de Bauxite dans le pays⁶. L'agro-business n'est pas en reste : le Sud de la Guinée n'a plus grand-chose de « forestier » et a vu se multiplier les plantations de cacao, d'hévéas et, surtout, d'huile de palme. Là encore, cette dynamique est directement liée à l'afflux de capitaux occidentaux qui s'accaparent les terres pour y importer

les méthodes intensives de l'agriculture capitaliste. Ainsi, la société Farm Land of Guinea Limited, basée au Nevada, a pu acquérir, dès 2011, plus de 100 000 hectares de terres guinéennes⁷. Le paysage « exotique » et « sauvage » d'une forêt vierge n'existe donc pas : contempler la « Guinée forestière », c'est en réalité observer un paysage capitaliste qui nous est déjà beaucoup plus familier – celui travaillé par les capitaux de l'agro-business. Cette transformation du paysage constitue une dynamique classique du capitalisme qui cherche en permanence, comme l'a montré le géographe marxiste David Harvey, « à créer un paysage géographique afin de faciliter ses activités en un temps donné, seulement pour le détruire et construire un paysage totalement différent en un temps ultérieur »⁸.

Cette prédation capitaliste a des conséquences environnementales désastreuses : alors que la Guinée comptait 14 millions d'hectares de forêt dans les années 1960, elle n'en compte plus aujourd'hui que 700 000⁹. Cette déforestation massive se heurte à l'indifférence des capitalistes qui ne voient dans les ressources naturelles inexploitées qu'une possibilité supplémentaire d'accumuler des capitaux : ainsi, l'ONU peut affirmer, en se basant sur une étude de la Banque mondiale, que les espaces de savane d'Afrique de l'Ouest ont le potentiel « pour transformer plusieurs pays africains en protagonistes mondiaux en matière de production de matières premières agricoles premières ». Quant aux risques environnementaux, l'agence internationale les balaya d'un revers de la main par une phrase dont on admirera l'absurdité : « L'utilisation des terres de la savane guinéenne pour l'agriculture entraînera inévitablement des coûts pour l'environnement, mais cette agriculture peut elle-même être bénéfique pour l'environnement »¹⁰. Cette phrase pourrait résumer à elle-seule l'inconsistance criminelle du supposé « capitalisme vert ».

Criminelle car les épidémiologistes sont unanimes : il existe un lien direct entre ces déforestations et la production des épidémies – et ce à plusieurs niveaux. La destruction des forêts est d'abord la destruction

de l'habitat naturel de plusieurs espèces animales, à commencer par les chauves-souris (porteuses du virus Ebola). Cette modification de leur environnement implique une modification de leur comportement. Ainsi, en Guinée forestière, les biologistes ont pu observer un déplacement des chauves-souris des forêts de plus en plus réduites vers les plantations de palmiers à huile qui, elles, sont de plus en plus nombreuses du fait de l'essor considérable de ce marché¹¹. Ces plantations, dont l'installation est directement liée à l'afflux de capitaux venus principalement du monde occidental, sont donc devenues les lieux privilégiés de production des virus parce qu'elles ont facilité les « sauts d'espèce » en rapprochant considérablement les espèces animales pathogènes des regroupements urbains¹².

Cependant, le lien entre déforestation et pandémie ne s'arrête pas là. Celle-ci est également accusée par de nombreux épidémiologistes d'accentuer la virulence des virus en circulation¹³. Ce point est important. Le lien entre l'intensification de la circulation des capitaux dans l'espace guinéen ces vingt dernières années et l'épidémie Ebola pourrait être balayé d'un revers de la main en arguant du fait que ce virus est bien plus ancien : le premier cas de fièvre Ebola détecté remonte à 1976. À ce sujet, deux remarques rapides. D'abord, le biologiste Rob Wallace note que « chaque épidémie d'Ébola semble être liée à des changements d'utilisation des terres dus au capital ». Ainsi, la première épidémie de 1976 a eu pour point zéro une ville soudanaise (appartenant aujourd'hui au Soudan du Sud), Nzara. Or, cela correspond au moment où se développait l'industrie du coton soudanaise, entraînant une déforestation importante de la forêt tropicale. Nzara était le lieu d'implantation d'une usine de filage de coton financée par le Royaume-Uni. Même en remontant dans le temps, le lien entre exploitation capitaliste et production du virus ne semble pas s'estomper.





DES VIRUS DE PLUS EN PLUS VIRULENTS

Cependant, le principal problème est ailleurs. Si Ebola est ancien, il n'avait jamais produit un risque pandémique aussi important qu'en 2013-2015. C'est que, de manière générale, le virus est très virulent : le taux de létalité est, en moyenne, de 40 %. Cette virulence est un frein à sa circulation : en tuant très rapidement son hôte, le virus a moins de possibilité de circuler (l'hôte mourant avant d'avoir pu contaminer d'autres personnes). Cependant, la logique spatiale du capital produit des environnements favorisant la multiplication des vecteurs de transmission, favorisant par là aussi le risque pandémique lié à des virus extrêmement virulents. C'est que la concentration de capitaux étrangers évoquée plus haut a eu pour conséquence une concentration urbaine très importante : la ville de Guéckédou, proche du point zéro guinéen de l'épidémie de 2013-2015, est ainsi passée, entre 1983 et 2012, de 2 800 à presque 350 000 habitantEs. L'explication de ce phénomène ne se résume pas aux créations d'emplois qui ont suivi l'ouverture de plantations et/ou de mines. Elle doit aussi être rapportée au processus d'« accumulation primitive » tel que théorisé par Marx dans le Capital¹⁴ : on a assisté à une marchandisation et à une privatisation de la terre qui a provoqué l'expulsion de communautés paysannes qui ont donc été forcées de rejoindre les périphéries des villes¹⁵. Alors que les analyses sur le virus alimentent parfois une rhétorique malthusienne sur la surpopulation, ce qui semble ici être le problème n'est pas tant la croissance démographique en elle-même que des dynamiques de concentration urbaine liées aux afflux de capitaux étrangers. La dynamique est particulièrement vicieuse : l'étalement urbain aggrave la déforestation et multiplie donc les risques de zoonoses alors que le virus, une fois le « saut d'espèce » effectué, bénéficie de vecteurs de transmission bien plus nombreux. Ainsi, lors de l'épidémie de 2013-2015, le nombre de cas a littéralement explosé : au moins 28 000 cas pour plus de 11 000 décès (en 1976,

le virus avait touché 318 personnes et en avait tué 280). Pour résumer, le capital favorise la production des virus en exploitant les ressources naturelles dans une recherche de profit qui met à mal les équilibres géo-écologiques des territoires et accélère, en plus, la diffusion des pandémies en favorisant les concentrations urbaines qui sont le double produit de l'exploitation économique et des expropriations. C'est ce double rôle du capital dans l'épidémie Ebola qui a permis au biologiste Rob Wallace d'accoler à un corps microbiologique un qualificatif tiré de l'économie politique : l'épidémie Ebola, affirme-t-il, est une épidémie « néo-libérale »¹⁶.

Ce qualificatif est aussi une autre manière de dire que les virus n'ont pas de passeport. Et s'ils n'en ont pas, ce n'est pas seulement parce que leur circulation implique un franchissement des frontières nationales, c'est aussi et peut-être surtout parce que la logique qui préside à leur production ou, tout du moins, à l'accélération de leur production, renvoie à la dimension mondiale des circuits capitalistes et à ceux qui ont financé (et profité de) la déforestation. D'où l'affirmation a priori contre-intuitive, de Rob Wallace : « Des endroits tels que New-York, Londres et Hong-Kong, sources clés des capitaux, [doivent être] considérés comme nos principaux foyers de maladie ».

LE COVID-19 N'EST PAS UN « VIRUS CHINOIS »

Si nous avons fait ce long détour par le virus Ebola, c'est qu'il est plus ancien et donc mieux documenté que le SARS-CoV-2 et la maladie qui lui est liée (Covid-19). Cependant, à regrouper les quelques informations qui ont été publiées sur la production de cette pandémie, la même logique s'observe et permet même d'apporter quelques éléments nouveaux quant à la manière dont la sphère économique interagit avec la sphère biologique. Ce lien indéniable entre mode de production capitaliste et émergence d'une maladie zoonotique permet de mettre à distance les explications culturalistes (pour ne pas dire racistes) pointant du doigt le mode de vie chinois ou les analyses mystiques voyant dans

le Covid-19 une « vengeance de la Terre »¹⁷.

LE PANGOLIN : ANIMAL SAUVAGE OU MARCHANDISE CAPITALISTE ?

Pour mieux comprendre comment les interactions entre le mode de production capitaliste et l'environnement dans lequel il s'implante ont pu produire le Covid-19, revenons au point zéro supposé de la maladie : le marché de Wuhan. Là encore, la tentation de l'exotisme est forte : il s'agit d'un marché humide, c'est-à-dire un marché où l'on vend des animaux sauvages, morts ou vivants, pour la consommation humaine. La liste des animaux qui y sont vendus nous rend ce marché assez dépaysant : serpents, viande de crocodile, ânes, renard ou encore pangolins. Revenons donc à notre question initiale : comment expliquer la consommation de telles espèces qui, en plus de nous paraître impropres à la consommation, sont potentiellement des agents pathogènes redoutables ?

L'explication culturaliste renverrait inévitablement ces modes alimentaires à une tradition chinoise pluriséculaire et ne manquerait probablement pas, pour finir, d'insister sur la nécessité de mettre fin à ces pratiques pour juguler les risques pandémiques. Pourtant, s'il est exact que l'on retrouve en Asie des pratiques traditionnelles pouvant expliquer la consommation de ces animaux (les écailles de pangolin étant par exemple utilisées dans la médecine chinoise), ce fait masque un détail bien plus troublant : l'explosion nouvelle du marché des animaux dits sauvages. Entre 2004 et 2018, le chiffre d'affaires de l'industrie des animaux sauvages est passé, en Chine, de 100 à près de 150 milliards de yuans.

Cette consommation d'animaux sauvages n'a ainsi rien d'immuable : elle a une histoire et cette histoire est récente. On peut la découper en deux temps. Le premier nous renvoie aux années 1970¹⁸. Le régime chinois doit alors gérer une famine qui aura fait plus de 30 millions de morts, et ne parvient pas à produire suffisamment de nourriture pour alimenter toute sa population (qui compte alors 900 millions d'habitants). Il décide alors de réformer un système

agricole jusque-là complètement étatisé : il autorise le développement de fermes d'élevage privées. Des petites exploitations paysannes, frappées de plein fouet par la famine, se tournent alors vers les animaux sauvages, comme la tortue, pour tenter de survivre. Cela reste cependant très marginal et le deuxième temps de cette histoire est probablement bien plus décisif. En 1988, le gouvernement chinois décide de définir les espèces sauvages comme des « ressources naturelles », ouvrant de fait la voie à leur exploitation par de grandes fermes de type capitaliste visant à dégager du profit : c'est à partir de cette date que la consommation d'animaux sauvages a commencé à exploser. Et c'est à ce moment également (et non avant) que se développent pleinement les discours mettant en avant les bénéfices médicaux que le consommateur peut espérer tirer de la consommation de ces animaux. Loin d'un discours issu de la médecine traditionnelle, il s'agit donc d'une banale stratégie commerciale produite par les grandes fermes exploitant ces espèces dans le but d'augmenter les profits tirés de l'exploitation de cette nouvelle « ressource naturelle ». C'est ce qui explique qu'on observe une expansion de la demande, notamment de la part des classes moyennes aisées vivant en ville¹⁹. Ainsi, le pangolin et autres espèces dites « sauvages » ont été l'objet d'une marchandisation les intégrant aux chaînes de valeurs agro-alimentaires²⁰. Sous cet angle, le pangolin nous paraît bien moins étrange qu'au départ : il n'est finalement qu'une banale marchandise comme une autre (à ceci près, certes, que la marchandise en question est soupçonnée d'être à l'origine d'une pandémie particulièrement dangereuse).

Ce processus de marchandisation a évidemment une incidence directe sur le processus zoonotique produisant les nouvelles pandémies. D'abord parce que pour capturer les animaux destinés à être vendus, il devient nécessaire de s'enfoncer dans des zones peu accessibles, augmentant les risques d'exposition

des éleveurs aux espèces porteuses de différents virus, comme la chauve-souris. Ensuite parce qu'il implique de mettre sur le marché des espèces porteuses de virus face auxquelles le système immunitaire des consommateurs ne peut avoir aucune réponse efficace puisqu'il n'y a jamais été confronté. On s'aperçoit donc que l'opposition binaire entre espaces urbanisés et espaces « sauvages » ne tient pas : le capitalisme subordonne complètement ces derniers aux premiers afin d'intégrer les différentes « ressources naturelles » qui s'y trouvent, précédemment transformées en marchandises, dans sa chaîne de valeurs.

WUHAN N'EST PAS QU'UN MARCHÉ : SPÉCULATION IMMOBILIÈRE ET AGRO-BUSINESS

Cette expansion spatiale du capitalisme – des centres urbains vers des espaces supposément sauvages – est

2008 et l'introduction massive de capitaux étrangers spéculant sur le parc immobilier chinois. Selon les estimations du blog Chuang, en 2018-2019, la superficie totale consacrée aux chantiers de construction dans la ville était équivalente à la taille de l'île de Hong Kong dans son ensemble²²!

Cela a eu pour conséquence de repousser plus loin dans la périphérie les infrastructures liées à l'agro-business et, en conséquence, la dépossession des petites exploitations paysannes qui se trouvaient alors sur ces terres. Ces paysans n'ont donc eu d'autre choix que de rejoindre les périphéries urbaines ou de s'enfoncer davantage dans les espaces forestiers, s'exposant donc encore plus aux espèces animales contaminées. Surtout, en lien avec la consommation d'espèces sauvages évoqué plus haut, ces paysans, dépossédés de leurs lieux de produc-



Mont Nimba. © Yakoo1986 / Wikicommons

en plus aggravée par la spéculation immobilière (qui tend à grignoter, selon une logique déjà évoquée à propos du virus Ebola, les écosystèmes dans lesquels évoluent des espèces animales comme la chauve-souris) et par l'agro-business capitaliste.

Ainsi, Wuhan, avant d'être connue pour son marché humide, est d'abord, en Chine, « la capitale de la construction »²¹. Cette ville a en effet été au cœur de l'accélération brutale de l'urbanisation chinoise, principalement après la crise de

tion, n'ont guère d'autre choix, pour survivre, que de chasser le gibier sauvage pour le vendre sur les marchés mondiaux ou pour leur propre consommation. Ce qui explique que la consommation de pangolin soit à la fois le fait des classes moyennes urbaines aisées et des paysans les plus pauvres²³. Ainsi, ce régime alimentaire, présenté ici ou là comme



typiquement chinois, n'est en fait que le résultat de la marchandisation d'un côté et de la dépossession de l'autre – bref, de l'exploitation capitaliste.

LA PANDÉMIE EST UNE QUESTION ÉCOLOGIQUE

En somme, parce qu'il est lié à la déforestation massive et à l'exploitation capitaliste des sols, le risque pandémique doit être rattaché à la question écologique²⁴ : c'est une des leçons importantes d'une « époque où la destruction causée par une accumulation sans fin s'est étendue à la fois vers le haut, au sein du système climatique mondial, et vers le bas, au sein des substrats microbiologiques de la vie sur Terre »²⁵. Sans sombrer dans une rhétorique apocalyptique facile, il faut comprendre que le risque est immense. Au moment où les méthodes intensives d'élevage se généralisent, les pandémies pourraient se multiplier. C'est qu'indépendamment des interactions évo-

aviaries qui ont circulé ces vingt dernières années. Ainsi, le biologiste Rob Wallace a observé, dans le cas de la grippe aviaire (grippe de souche H5N1), que l'on n'a retrouvé aucune souche endémique hautement pathogène dans les populations d'oiseaux sauvages : ce sont dans les populations domestiques rassemblées dans les fermes industrielles que cette pandémie semble s'être développée²⁷. Il est assez facile de comprendre que lorsqu'un virus a de nombreux hôtes de la même espèce vivant dans une grande promiscuité, son taux de transmission a de fortes chances d'être beaucoup plus élevé. Les pratiques de l'élevage industriel montrent donc que les capitalistes, à la recherche de profits toujours plus importants, ne prennent jamais en compte les risques épidémiologiques qu'implique leur pratique. Au pire des cas – et l'épidémie actuelle nous le montre – les coûts d'une épidémie seront externalisés (les États les prendront en charge sans demander aucun compte aux capitalistes : la politique mise en place en

de gérer du fait des reculs sociaux que la bourgeoisie nous a imposés (coupes dans les budgets hospitaliers, baisse du financement des programmes de recherche, etc.).

Certes, les capitalistes, toujours prompts à se dédouaner des catastrophes qu'ils provoquent, feront valoir que les maladies zoonotiques ont toujours existé – ce qui est vrai²⁸. Cependant, les dynamiques à l'œuvre concernant ce type de maladie sont effrayantes. Si l'on a évoqué l'augmentation importante des maladies infectieuses en introduction de l'article, il faut noter que parmi ces maladies, celles d'origine animale sont de plus en plus nombreuses²⁹. On pourra toujours alors évoquer la dimension « naturelle » de ces virus qui agiraient sur les humains sans que les humains n'y puissent rien. C'est oublier, comme le soutenait Engels il y a un siècle et demi, qu'« en soutenant que c'est exclusivement la nature qui agit sur l'homme [...], la conception naturaliste de l'histoire [...] est unilatérale et oublie que l'homme aussi réagit sur la nature, la transforme, se crée des conditions nouvelles d'existence »³⁰.

C'est contre cette « conception naturaliste » des virus qu'il faut lutter : les pandémies sont directement liées à l'accumulation du capital qui bouleverse les équilibres écosystémiques des espaces dans le but d'accumuler toujours plus de richesses. C'est que les pandémies, au même titre que l'appauvrissement des sols ou le réchauffement climatique, ne sont qu'une expression supplémentaire de l'antagonisme qui existe entre le capitalisme et l'environnement. Elles sont à mettre en lien avec ce que Marx avait appelé la « rupture métabolique »³¹ : un mode de production insoutenable qui implique une contradiction entre croissance et reproduction et met en danger la perpétuation des existences.



Marché humide à Shenzhen en 2013. © Wikicommons

quées dans cet article entre monde supposément « sauvage » et les êtres humains, la production des virus est aussi très fortement liée au système agro-industriel lui-même. La monoculture intensive d'animaux supprime les pare-feux immunitaires permettant de ralentir la transmission²⁶. Ce mode de production animale est directement à l'origine des différentes gripes porcines et

France en est un exemple frappant). Les crises sanitaires répondent aux mêmes logiques que les crises économiques : privatisation des profits, mutualisation des pertes. Nous nous retrouvons alors dans une situation que l'on serait tenté de qualifier d'absurde si elle n'était pas dramatique : celle d'un système capitaliste qui est indirectement responsable d'une pandémie qu'il est incapable

SOCIALISME OU BARBARIE : ACTIONNONS LE FREIN D'URGENCE

Lutte écologique et lutte contre les pandémies sont donc inextricablement liées et elles impliquent toutes deux une lutte contre le capitalisme. Le renversement de ce mode de production permettrait une meilleure gestion des ressources grâce à une relocalisation de la production

permise par la mise sous contrôle des moyens de production par les travailleurEs. Cela permettrait ainsi aux animaux destinés à l'alimentation de se reproduire sur place et ainsi de transmettre aux consommateurEs les immunités développées. Cela mettrait fin aux monocultures industrielles et aux dangers qu'elles représentent d'un point de vue épidémiologique. Enfin, cela supprimerait l'opposition entre ville et campagne grâce à une meilleure répartition de la population (dont la mobilité ne serait plus déterminée par les flux de capitaux) et une meilleure prise en compte des limites biologiques de notre environnement (retour des nutriments consommés sur les sols qui les ont produits, conservation des barrières virologiques que constituent les espaces forestiers, etc.). Comme l'écrivait Marx, « *la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne n'est pas plus une utopie que la suppression de l'antagonisme entre capitalistes et salariés* ». Ces changements ne sauraient attendre et la pandémie qui est aujourd'hui source de tant d'inquiétude doit nous servir d'avertissement. Plus que jamais, renverser le capitalisme devient la seule alternative crédible à la barbarie, que celle-ci prenne les traits d'une catastrophe dite « naturelle » ou d'une dynamique politique fascisante. Pour que le confinement ne soit pas notre nouveau mode de vie, pour que les pandémies ne deviennent pas notre quotidien, il est temps d'imposer une organisation sociale nouvelle qui, par l'autogestion des ressources, serait à même de rétablir les équilibres que l'accumulation infinie a dangereusement menacés. Alors que les menaces s'amoncellent, que les dangers se multiplient, nous revient à l'esprit cette phrase de Walter Benjamin : « *Selon Marx, les révolutions sont les locomotives de l'histoire. Mais parfois les choses sont différentes. Parfois les révolutions sont la forme par laquelle l'humanité, qui voyage dans ce train, actionne le frein d'urgence* ». □

Article publié le 2 avril 2020 sur Contretemps-web.

1. La reconstitution du scénario pandémique, censée conduire au « patient zéro », est toujours

hypothétique : on pourra donc lire différentes hypothèses possibles (un enfant ayant mangé une baie sur laquelle une chauve-souris aurait uriné, des hommes contaminés en ayant mangé de la viande de brousse, etc.) sans qu'on puisse sembler-t-il véritablement trancher (https://www.liberation.fr/terre/2004/01/16/ebola-le-singe-puis-l-homme_465536)

2. Ces représentations sont, bien évidemment, erronées et l'un des objets de cet article est de les mettre à distance pour mieux cerner la manière dont ces paysages sont, en réalité, travaillés (et donc exploités) par le capital.

3. Sur ce point, voir le texte publié par le blog Perspectives Printanières (<https://perspectives-printanieres.info/index.php/2020/03/10/lepidemie-na-pas-de-vertus/>) : « Rapidement, ce ne sont plus seulement les animaux cuisinés qui sont considérés comme sauvages mais aussi les personnes qui les mangent. »

4. Bob Wallace, *Big Farms Make Big Flu. Dispatches on Influenza, Agribusiness, and the Nature of Science*, New York, New York University, 2016.

5. <https://www.agenceecofin.com/bauxite/0606-57538-la-guinee-entre-dans-le-top-3-des-plus-grands-producteurs-de-bauxite-au-monde-banque-mondiale>

6. https://www.challenges.fr/entreprise/energie/alliance-miniere-responsable-la-start-up-financee-par-niel-et-lauvergeon-accelere-en-afrique_502686

7. <https://www.farmlandgrab.org/post/view/18263>

8. David Harvey, *Le Nouvel Impérialisme*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2010.

9. <https://www.guineenews.org/dossier-deforestation-effrenee-en-guinee-ce-massacre-environnemental-qui-menace-desormais-notre-existence/>

10. <https://news.un.org/fr/story/2009/06/160232-fao-savane-guineenne-leveil-dun-geant-africain>

11. <https://www.independentsciencenews.org/health/neoliberal-ebola-the-agro-economic-origins-of-the-ebola-outbreak/>

12. Lire à ce propos l'interview de l'anthropologue Frédéric Keck, parue dans *Lundi matin* sous le titre « Des chauve-souris et des hommes » : <https://lundi.am/Des-chauve-souris-et-des-hommes-politiques-epidemiologiques-et-coronavirus>

13. <http://chuangcn.org/2020/02/social-contagion/>. Il existe une traduction de cet article (un des meilleurs écrits sur le Covid-19) sur le site « Des nouvelles du Front ».

14. Karl Marx, *le Capital*, vol. 1, trad. sous la resp. de J.-P. Lefebvre, 7ème section, chap. XXIV & XXV, Paris, PUF, 1993

15. Sur les expropriations dont furent victimes les Guinéens, au profit des entreprises capitalistes, voir <https://www.independentsciencenews.org/health/neoliberal-ebola-the-agro-economic-origins-of-the-ebola-outbreak/>

16. En plus de l'article cité dans la note précédente, voir Rob Wallace (dir.), *Neoliberal Ebola: Modeling Disease Emergence from Finance to Forest and Farm*, New York, Springer, 2016.

17. Les collapsologues (appellation désignant ceux qui pronostiquent un effondrement rapide de notre « civilisation ») sont en première ligne pour produire ces discours quasi religieux laissant de côté à la fois les rapports de domination et les modes de production. Pour une réfutation de ces discours, on pourra lire deux textes parus sur le blog Perspectives Printanières, l'un directement consacré à la collapsologie (<https://perspectives-printanieres.info/index.php/2019/03/17/>

la-collapsologie-ou-la-critique-scientiste-du-capitalisme/) et l'autre consacré à ceux qui, se pensant critiques mais qui ne sont que cyniques, voient dans le Covid-19 une opportunité (<https://perspectives-printanieres.info/index.php/2020/03/10/lepidemie-na-pas-de-vertus/>) 18. <https://www.youtube.com/watch?v=TPpoJGYIW54> (les faits présentés dans le paragraphe qui vient tout, sauf mention contraire, tirés de cette vidéo).

19. Jade Lindgaard et Amélie Poinssot, « Le coronavirus, un boomerang qui nous revient dans la figure », *Mediapart*, 22 mars 2020 : <https://www.mediapart.fr/journal/international/220320/le-coronavirus-un-boomerang-qui-nous-revient-dans-la-figure?onglet=full>

20. Sur ce processus, voir l'article que le biologiste Rob Wallace a consacré au coronavirus au début de l'épidémie : <https://agitationautonome.com/2020/03/19/notes-sur-le-nouveau-coronavirus-robert-g-wallace/>

21. <http://chuangcn.org/2020/02/social-contagion/>. Wuhan a d'abord été un haut lieu de la production sidérurgique chinoise. Cependant, confrontée à une crise de surproduction, la ville a vu beaucoup de ses hauts fourneaux fermés tour à tour. Son appareil productif (usines produisant de l'acier, du béton, etc.) et la main-d'œuvre qui allait avec (ingénieurs civils, ouvriers, etc.) ont facilité sa transition vers le marché de l'immobilier.

22. Ibid.

23. <https://www.youtube.com/watch?v=TPpoJGYIW54>

24. C'est notamment ce qu'affirme l'anthropologue Frédéric Keck dans l'interview déjà citée qu'il a donné à *Lundi matin*.

25. <http://chuangcn.org/2020/02/social-contagion/>. Dernière preuve du lien qui existe entre lutte écologique et lutte contre les pandémies, le réchauffement climatique représente lui-même un risque épidémiologique considérable. On estime que la fonte du permafrost pourrait libérer une série de virus particulièrement virulents qui, jusque-là, étaient contenus dans les sols.

26. Il est important de noter que la circulation d'un virus d'une espèce à une autre n'est pas qu'un processus nocif engendrant des épidémies. Il s'agit aussi d'un processus qui permet de complexifier et donc de solidifier nos systèmes immunitaires : d'où le problème que pose la généralisation des monocultures animales qui isolent des espèces présélectionnées et affaiblissent donc leur système de défense face aux virus.

27. <http://chuangcn.org/2020/02/social-contagion/>

28. C'est finalement une stratégie rhétorique classique que de renvoyer un phénomène à des temps lointains pour mieux épargner les modes de production qui en sont responsables. Il en est ici des pandémies comme des rapports de domination (racisme, sexisme, etc.) : ce sont des phénomènes qui auraient toujours existé, lié à la « nature humaine » (ou à la nature tout court) et ne pouvant donc être rattaché au capitalisme.

29. C'est par exemple ce que met en évidence cette étude commandée par le ministère de l'agriculture en 2014 : Madeleine Lesage, « Zoonoses émergentes et réémergentes : enjeux et perspectives », *Centre d'études et de prospective*, n°66, janvier 2014.

30. Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, Paris, Éditions sociales, 1977.

31. Sur ce concept et le sens que lui donne Marx, lire John Bellamy Foster, *Marx écologiste*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011 [2009].

Auto-extinction du néolibéralisme ? N'y comptez point

PAR GILBERT ACHCAR

Pour la deuxième fois depuis le début du siècle, les gouvernements d'Amérique du Nord et d'Europe interviennent massivement avec des fonds publics et en collaboration avec les banques centrales pour renflouer des secteurs entiers de l'économie et prévenir un effondrement économique général.

Les opérations de sauvetage en cours rendues nécessaires par la pandémie de Covid-19 ont déjà atteint une ampleur bien supérieure à celles déployées contre la crise financière de 2007-2008. Ces opérations se heurtent aux principes fondamentaux du néolibéralisme dans la mesure où elles constituent une intervention régulatrice massive de l'État pour circonscrire le marché, alors que la dérégulation et la « survie du plus apte » sur le marché sont au cœur de l'idéologie néolibérale.

Elles se heurtent également à l'austérité budgétaire, mais ce dernier précepte n'est pas commun à tous les gouvernements néolibéraux. Il s'agit d'un principe sacro-saint en Europe, où le néolibéralisme de type néoclassique britannique s'est associé à l'ordolibéralisme allemand. Mais il ne fait pas partie d'un consensus néolibéral aux États-Unis, où, paradoxalement, les démocrates qui étaient accusés par les républicains de pratiquer une politique keynésienne de « tax and spend » (taxer et dépenser) sont devenus les champions de la discipline fiscale à l'ère néolibérale, tandis que ces derniers ont développé, depuis Ronald Reagan, une politique originale de « réduction des impôts (pour les riches) et d'augmentation des dépenses (militaires) » qui a entraîné d'énormes déficits budgétaires à l'échelle fédérale.

Il n'en reste pas moins que les gouvernements néolibéraux occidentaux ont violé leurs propres doctrines à deux reprises – la deuxième fois à une échelle beaucoup plus grande – à l'occasion de deux crises successives d'une ampleur justifiant l'étiquette apposée à chacune d'elles, à son tour, d'être

« la pire depuis la Grande Dépression » qui a éclaté aux États-Unis en 1929. Le « Grand Confinement » (Great Lockdown) en cours – le surnom que le FMI (14 avril 2020) a adopté pour désigner l'énorme crise économique résultant des conséquences de la pandémie de Covid-19 – a déjà atteint des dimensions bien supérieures à celles de la « Grande Récession », le nom que le FMI (18 mai 2019) a commencé à utiliser en 2009 pour la crise précédente. La question cruciale (*New York Times*, 1^{er} avril 2020) est maintenant de savoir quand la crise actuelle atteindra son point le plus bas et combien de temps il faudra ensuite au monde pour s'en remettre.

« L'HISTOIRE A LE SENS DE L'HUMOUR »

L'ampleur de la catastrophe économique actuelle est telle qu'elle a relancé et renforcé l'espoir qu'elle entraînera un changement majeur des politiques et des priorités économiques à l'échelle mondiale. À cet égard, Naomi Klein cite l'un des principaux ennemis du keynésianisme et promoteur du tournant néolibéral : Milton Friedman. Au début et à la fin d'une vidéo qu'elle a récemment produite avec pour titre « *Coronavirus Capitalism and How to Beat It* » (*The Intercept*, 16 mars 2020) elle utilise la même citation du livre de Friedman de 1962, *Capitalism and Freedom*, qu'elle avait déjà utilisée deux fois dans son livre *The Shock Doctrine* (pp. 6, 140) [en français *La stratégie du choc*, Actes Sud, 2008] : « *Seule une crise – véritable ou perçue – produit un changement réel. Lorsque cette crise se produit, les mesures prises dépendent des idées qui circulent* ».

Alors que Klein avait utilisé cette citation dans le livre comme une clé pour comprendre ce qu'elle appelait la « stratégie du choc », elle la cite avec approbation dans la vidéo, en commentant que « *Friedman, l'un des économistes du libre-échange les plus extrêmes de l'histoire, avait tort sur beaucoup de choses, mais il avait raison sur ce point. En temps de crise, des idées apparemment impossibles deviennent soudainement possibles* ». L'idée que la crise a donné raison à des opinions progressistes telles que celles défendues par Klein et Bernie Sanders s'est en effet répandue – au point de la trouver même dans le *Financial Times* (FT) où le rédacteur en chef adjoint Janan Ganesh a publié, le 18 mars 2020, un article intitulé « *La vision du monde de Sanders l'emporte au moment même où Bernie perd* ». Un jour auparavant, le magazine britannique pro-conservateur *The Spectator* (17 mars 2020) invitait Boris Johnson à « *emprunter au manuel de Corbyn* ».

Pour quiconque se souvient de la précédente crise économique, cela doit susciter une impression de déjà-vu. L'attente était même bien plus forte alors – bien que la crise actuelle soit bien plus importante – car la Grande Récession a été le premier grand choc mondial de l'ère néolibérale et l'occasion pour les gouvernements néolibéraux de recourir pour la première fois à une intervention massive de l'État pour juguler la crise. *Newsweek* est paru le 6 février 2009 avec une couverture proclamant « *Nous sommes tous socialistes à présent* ». La relecture de cet article, aujourd'hui, est assez amusante. Il commence par citer « *Mike Pence, député de l'Indiana, président*

de la Conférence républicaine de la Chambre des Représentants et adversaire acharné du projet de loi de relance du président Obama, pour un montant de près de mille milliards de dollars» et son hôte sur Fox News, la chaîne des fake news par excellence, qui a qualifié ce projet de loi de «socialiste».

L'article de *Newsweek* trouvait que cette accusation «passe étrangement à côté du sujet. Le gouvernement américain a déjà – sous une administration républicaine conservatrice – nationalisé de fait les secteurs bancaire et hypothécaire». Il poursuivait en cultivant le paradoxe : «L'histoire a le sens de l'humour, car l'homme qui a jeté les bases du monde qu'Obama dirige maintenant est George W. Bush, qui a décidé de renflouer le secteur financier à l'automne dernier pour 700 milliards de dollars. Bush a mis fin à l'ère Reagan; Obama est maintenant allé plus loin, en renversant la politique de Bill Clinton de réduction de l'Etat».

Cette illusion reposait sur la confusion entre un emprunt pragmatique et temporaire au manuel des recettes keynésiennes, pour paraphraser *The Spectator*, et un changement radical des politiques économiques et sociales à long terme. Elle n'a pas duré longtemps à l'époque, comme ne pouvait manquer de le constater Ganesh du *FT* : «Nous sommes au début d'une des discontinuités périodiques de l'histoire dans la pensée économique. La plus forte, peut-être, depuis les crises pétrolières de l'OPEP qui ont promu les chantres du libre-échange dans les années 1970. Les lecteurs suggéreront le crash de 2008, après lequel une biographie de John Maynard Keynes a annoncé

le «retour du maître». Ce fut éphémère. Peu de temps après, le monde occidental connaissait des replis budgétaires. Aux États-Unis, il y a eu le mouvement du Tea Party, la neutralisation du président Barack Obama par un Congrès républicain et l'assaut de son successeur contre l'État administratif.»

«Cette fois-ci, c'est différent», a ajouté Ganesh. Mais ceci aussi est une impression récurrente. Le cas le plus récent s'est produit peu avant l'explosion de la pandémie, lorsque Joseph Stiglitz (*Social Europe*, 26 novembre 2019), le célèbre ex-économiste en chef de la Banque mondiale, a annoncé (après d'innombrables autres) la «fin du néolibéralisme». Stiglitz aurait pu lui aussi écrire «cette fois-ci, c'est différent», lorsqu'il a affirmé, que «si la crise financière de 2008 ne nous a pas fait comprendre que les marchés débridés ne fonctionnent pas, la crise climatique devrait certainement le faire: le néolibéralisme mettra littéralement fin à notre civilisation».

Il est compréhensible que l'acuité plus grande de la crise économique actuelle provoquée par le Covid-19, bien qu'elle soit d'une importance historique bien moindre que la crise climatique, ait suscité de nombreuses nouvelles nécrologies du néolibéralisme – toutes, hélas, très prématurées. Un collaborateur néolibéral zélé du magazine économique *Forbes* (30 mars 2020) les a confondus avec des nécrologies du capitalisme en se plaignant que «les intellectuels de gauche se réjouissent», leur reprochant ainsi ce qu'il croyait être une *Schadenfreude* (une joie maligne). Il a néanmoins reconnu que la

critique de gauche du néolibéralisme (le capitalisme tout court, pour lui) a gagné du terrain au fil des ans, appelant ses amis néolibéraux à «redoubler de vigilance»:

«Il y a douze ans, les anticapitalistes ont réussi à redéfinir – à tort – la crise financière comme une crise du capitalisme. La fiction selon laquelle la crise financière est le résultat d'une défaillance du marché et de la dérégulation s'est depuis lors solidement établie dans l'esprit de la population en général. Et maintenant, les intellectuels de gauche font à nouveau tout leur possible pour redéfinir la crise du coronavirus afin de justifier leurs appels à mettre en place l'État tout-puissant. Malheureusement, le risque qu'ils puissent réussir est très élevé.»

Ce néolibéral fervent était-il trop pessimiste quant à l'avènement de «l'État tout-puissant»? Pas tout à fait, selon David Harvey qui a conclu son long article sur le site *Jacobin* (20 mars 2020) en décrivant une perspective dystopique plutôt surprenante – non pas celle d'un État-providence socialiste, mais celle d'un béhémoth trumpien :

«Le fardeau de la sortie de la crise économique actuelle se déplace maintenant vers les États-Unis, et voici l'ironie suprême: les seules politiques qui fonctionneront, tant économiquement que politiquement, sont bien plus socialistes que tout ce que Bernie Sanders pourrait proposer et ces programmes de sauvetage devront être initiés sous l'égide de Donald Trump, vraisemblablement sous le masque de «Making America Great Again». Tous ces républicains qui se sont opposés si viscéralement au renflouement de 2008 devront faire amende honorable ou tenir tête à Donald Trump. Ce dernier, s'il est avisé, annulera les élections en invoquant l'état d'urgence et annoncera le début d'une présidence impériale pour sauver le capital et le monde de «l'émeute et de la révolution»».

Une semaine plus tard, Costas Lapavistas (*Jacobin*, 27 mars 2020) emboîtait le pas à Harvey en contredisant l'optimisme inopportuniste de la gauche, mais avec un scénario moins apocalyptique et sans illusions sur une fin proche du néolibéralisme :

«Les dadas de l'idéologie néolibérale



© The White House from Washington, DC / Wikimedia



des quatre dernières décennies ont été rapidement balayés, et l'État est apparu comme le régulateur de l'économie disposant d'un pouvoir énorme. Il n'a pas été difficile pour beaucoup à gauche d'accueillir favorablement une telle intervention de l'État, en pensant qu'elle indiquait le « retour du keynésianisme » et sonnait le glas du néolibéralisme. Mais il serait inconsidéré d'en arriver à de telles conclusions.

« D'une part, l'État-nation a toujours été au cœur du capitalisme néolibéral, garantissant le pouvoir de classe du bloc entrepreneurial et financier dominant par des interventions sélectives aux moments critiques. De plus, ces interventions ont été accompagnées de mesures fortement autoritaires, enfermant en masse les gens à l'intérieur de leurs domiciles et confinant d'énormes métropoles... Le pouvoir colossal de l'État et sa capacité à intervenir à la fois dans l'économie et dans la société pourraient aboutir, par exemple, à une forme plus autoritaire de capitalisme contrôlé dans lequel les intérêts de l'élite des entreprises et de la finance seraient primordiaux. »

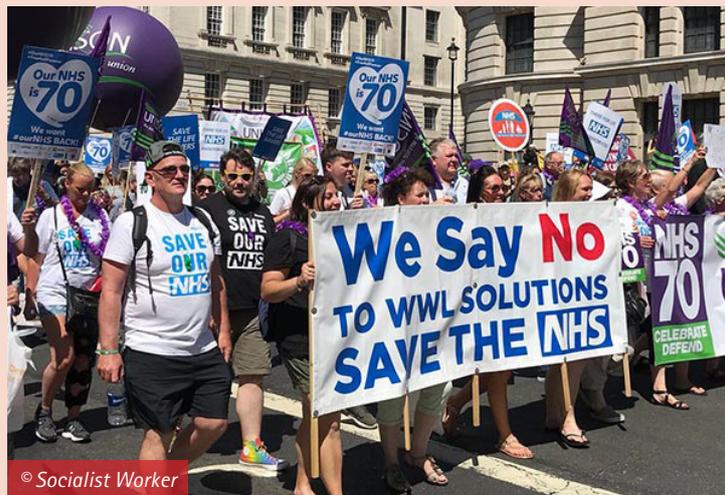
Nous voilà à nouveau confrontés aux deux pôles opposés de l'optimisme et du pessimisme, de l'utopie et de la dystopie, entre lesquels la gauche radicale a traditionnellement oscillé. La vérité est qu'il s'agit avant tout de projections sur l'avenir de dispositions individuelles et/ou collectives qui elles-mêmes oscillent en fonction d'expériences politiques changeantes. Ainsi, l'humeur de la gauche américaine a certainement beaucoup changé entre la veille du Super Tuesday du 3 mars et le lendemain, après la victoire de Biden aux primaires démocrates; de même que l'humeur de la gauche britannique entre la veille du 12 décembre 2019 et le lendemain, après le triomphe électoral de Boris Johnson.

L'utopie et la dystopie sont toutes deux des composantes utiles de la vision du monde de la gauche, au sens où elles entretiennent les pôles magnétiques du pessimisme et de l'optimisme, de la prudence et du volontarisme, de l'angoisse d'une résurrection du passé

fasciste et de l'espoir d'un avenir socialiste véritablement démocratique, qui motivent ceux qui s'efforcent de changer le monde en monde meilleur et plus juste. Dans le monde réel, le point sur lequel le curseur s'arrête sur la longue échelle qui sépare l'utopie de la dystopie n'est cependant pas déterminé par des conditions objectives. Celles-ci ne constituent que les paramètres à l'intérieur desquels les luttes de classe et les luttes intersectionnelles doivent se dérouler. Les changements majeurs dans le domaine de la politique gouvernementale sont déterminés avant tout par la lutte sociale dans le contexte des circonstances existantes.

LA LUTTE DES CLASSES RESTE LE PRINCIPAL DÉTERMINANT

C'est bien là que Milton Friedman s'est trompé. Lorsqu'une crise survient, les actions qui sont prises ne dépendent pas « des idées qui circulent ». Certes, la lutte autour des idées, traduites en propositions politiques concrètes,



© Socialist Worker

est importante. Et les mesures politico-économiques qui finissent par être mises en œuvre sont certainement liées aux idées qui prévalent – non pas dans la société en général, toutefois, mais au sein du groupe social qui dirige l'État. L'analogie entre le passage du consensus keynésien de l'après-guerre au néolibéralisme et ce que Thomas Kuhn a appelé un « changement de paradigme » s'arrête là. Car, contrairement aux révolutions scientifiques qui sont le résultat des progrès de la connaissance, les changements de paradigme dans l'économie ne sont pas le produit d'une décision intellectuelle collective, théorique ou même simplement pragmatique.

Comme l'écrivait Ernest Mandel en 1980 au début de l'ère néolibérale, dans son ouvrage *Les ondes longues du développement capitaliste* :

« Le revirement des sciences économiques universitaires vers la contre-révolution anti-keynésienne n'était pas tant une reconnaissance tardive des risques à long terme d'une inflation permanente. Ces risques étaient bien connus longtemps avant que le keynésianisme ne perde son hégémonie parmi les conseillers économiques des gouvernements bourgeois et réformistes. Ce n'était même pas essentiellement le produit de l'accélération inévitable de l'inflation... C'était essentiellement le produit d'un changement fondamental dans les priorités de la classe capitaliste dans la lutte des classes. »

La « contre-révolution anti-keynésienne » des monétaristes dans le domaine des sciences économiques universitaires n'est rien d'autre que l'expression idéologique de ce changement de priorité. Sans la restauration

à long terme du chômage structurel chronique, sans la restauration du « sens de la responsabilité individuelle » (c'est-à-dire sans coupes sombres dans la sécurité sociale et les services sociaux), sans politiques d'austérité généralisées (c'est-à-dire stagnation ou baisse des salaires réels), il ne peut y avoir de restauration rapide et brutale du taux de profit : c'est la nouvelle sagesse économique. Elle n'a rien de très « scientifique », mais elle correspond très

largement aux besoins immédiats et à long terme de la classe capitaliste, malgré toutes les références à la science objective. »

Le changement de paradigme néolibéral a été rendu possible par une détérioration constante des rapports de forces entre classes dans les pays occidentaux au cours des années soixante-dix, avec un chômage en hausse depuis la récession de 1973-1975 et les assauts victorieux contre le mouvement ouvrier menés par Ronald Reagan et Margaret Thatcher au début des années quatre-vingt. Le degré auquel la « contre-révolution anti-keynésienne » a été appliquée depuis lors dans les différents pays ne dépend

pas de différences intellectuelles, mais des rapports de forces entre les classes dans chaque pays. Pour une illustration opportune en matière de santé publique, il suffit de comparer la Grande-Bretagne et la France, deux pays dont la population et le PIB sont à peu près égaux.

Le niveau des coûts de santé est similaire dans les deux pays, loin des coûts extravagants qui gonflent les dépenses de santé aux États-Unis. Si l'on prend comme indicateur la rémunération annuelle moyenne des médecins, elle est actuellement en dollars américains, 108 000 en France et 138 000 au Royaume-Uni (contre 313 000 aux États-Unis). Les infirmières diplômées perçoivent en moyenne un salaire annuel à peu près égal dans les deux pays. Les gouvernements néolibéraux successifs en France ont été critiqués pour avoir tenté de faire payer une partie des dépenses de santé par les patients, et pourtant la France reste dans une bien meilleure position que le Royaume-Uni en matière de santé publique.

Selon les données de l'OCDE, les dépenses de santé du gouvernement et des régimes obligatoires ont fluctué, au cours de la dernière décennie, entre 8,5 % et 9,5 % du PIB en France contre 6,9 % à 7,8 % en Grande-Bretagne. De 2010 à 2017, la France a consacré chaque année 0,6 à 0,7 % de son PIB à l'investissement (formation brute de capital) dans son système de santé, contre 0,3 % à 0,4 % pour le Royaume-Uni. Il n'est donc pas surprenant que le nombre d'hôpitaux en 2017 ait été supérieur à 3 000 en France contre moins de 2 000 au Royaume-Uni, avec un nombre total de lits d'hôpitaux approchant les 400 000 en France, contre près de 168 000 au Royaume-Uni. Ce nombre n'a cessé de baisser dans ce dernier pays au cours de la dernière décennie sous les gouvernements dirigés par les conservateurs. Quant au nombre de médecins, il était de plus de 211 000 en France en 2017 contre 185 700 au Royaume-Uni. Il y avait 10,8 infirmières en exercice pour mille habitants en France, contre 7,8 en Grande-Bretagne.

Ces chiffres montrent à quel point il était hypocrite et trompeur pour la campagne Brexit de Boris Johnson d'utiliser le NHS (National Health Service) comme argument central et de rejeter ainsi la responsabilité du mauvais état du système de santé britannique

sur l'Union européenne. Cependant, la différence de condition du système de santé publique entre la France et le Royaume-Uni n'est pas due à des divergences idéologiques entre les dirigeants des deux côtés de la Manche. C'est la résistance sociale beaucoup plus importante en France, et rien d'autre, qui a empêché les gouvernements successifs du pays d'aller plus loin sur la voie du néolibéralisme.

Au Royaume-Uni, là où la privatisation en bloc des services publics – comme ce que les conservateurs sont parvenus à faire dans les secteurs de l'énergie et des transports – n'a pas été possible pour des raisons électorales ou économiques, différentes tactiques ont été utilisées qui ont rencontré trop peu de résistance. Dans le domaine de la santé publique, il s'agissait de réduire les dépenses publiques tout en incitant les couches les plus aisées de la population à abandonner le service public pour des plans de santé privés, afin de mettre progressivement en place un système de santé à deux vitesses, comme celui des États-Unis. Dans l'enseignement supérieur, cela s'est traduit par une privatisation de la gestion (corporatisation) en remplaçant le financement public par une augmentation massive des frais d'inscription, créant ainsi dans la foulée une génération qui entre dans la vie professionnelle accablée par une dette importante, toujours comme aux États-Unis.

L'issue de la crise économique actuelle liée à la pandémie sera de même déterminée dans chaque pays par les rapports de forces sociaux locaux, dans le contexte des rapports de forces à l'échelle mondiale. L'issue immédiate la plus probable ne sera pas l'un des deux termes de l'alternative entre un abandon post-keynésien spontané du néolibéralisme et un béhémot trumpien. Ce sera plutôt la tentative des gouvernements néolibéraux de faire porter aux travailleurs et travailleuses le fardeau de l'énorme dette contractée à présent, comme ils l'ont fait après la Grande Récession, en déprimant le pouvoir d'achat et la propension à dépenser de la population, entraînant ainsi le monde dans une aggravation majeure de la stagnation séculaire actuelle, comme a prévenu Adam Tooze (*in Foreign Policy*, 9 avril 2020).

L'historien a conclu à juste titre : «*Il est de bon sens d'appeler plutôt à un gouvernement plus actif et plus visionnaire pour sortir de la crise. Mais la question,*

bien sûr, est de savoir quelle forme cela prendra et quelles forces politiques le contrôleront». Telle est bien la question. Avec nos vies mises à mal par la double crise actuelle et avec une crise économique qui durera probablement bien plus que la pandémie, l'enjeu le plus immédiat est de déterminer qui va payer l'énorme coût humain et économique de la crise : ceux qui sont responsables au premier chef de l'ampleur de ce coût, après des décennies de démantèlement néolibéral de la santé publique et de l'État-providence et de priorité accordée aux profits financiers, ou le reste d'entre nous, c'est-à-dire la très grande majorité des gens ? Nous pouvons prédire sans risque que les néolibéraux seront unanimes à augmenter les dépenses de santé publique, non sans s'assurer que leurs amis fabricants de produits sanitaires en bénéficieront. Ils le feront, non pas parce qu'ils se sont soudain convertis aux vertus de l'État-providence ou parce qu'ils se soucient du public, mais parce qu'ils redoutent les conséquences économiques d'une nouvelle pandémie ou d'une deuxième vague de la pandémie actuelle. Le problème, c'est qu'ils seront naturellement enclins à le faire au détriment d'autres besoins de la population, tels que l'éducation, les retraites ou les allocations de chômage, tout en faisant payer aux salariéEs – par des mesures telles que le gel ou même la réduction des salaires – le coût du « retour à la normale » des économies.

Le combat le plus urgent devrait viser par conséquent à les empêcher d'agir de la sorte, de la façon dont les travailleurs et travailleuses se sont opposés en France à l'assaut de leurs gouvernements néolibéraux contre leurs revenus et leurs régimes de retraite en 1995 et 2019, c'est-à-dire par le recours à la grève et à la menace de la grève générale. Ce combat sera crucial pour préparer un terrain favorable à la défaite des néolibéraux par des forces sociales et politiques telles celles qui se sont mobilisées derrière le mouvement syndical en France, le parti travailliste au Royaume-Uni ou la campagne de Sanders aux États-Unis. Ce n'est qu'alors que le néolibéralisme prendra durablement fin. □

Article publié dans *New Politics*, le 24 avril 2020; traduction rédaction A l'Encontre, intertitres de la rédaction.

Leur « monde d'après » est déjà là, la contre-offensive reste à construire

PAR JULIEN SALINGUE

*Dans son ouvrage *Dire non ne suffit plus* (2017), Naomi Klein revient sur ce qu'elle avait nommé, dans l'ouvrage éponyme publié 10 ans plutôt, la Stratégie du choc : « Une "stratégie du choc" est un ensemble de tactiques brutales qui vise à tirer systématiquement parti du désarroi d'une population à la suite d'un choc collectif [...] pour faire passer en force des mesures extrémistes en faveur des grandes corporations, mesures souvent qualifiées de "thérapie de choc". » Nul doute que la crise du Covid-19 représente un exemple particulièrement spectaculaire de ce processus par lequel les classes dominantes tentent d'imposer brutalement leurs vues en s'appuyant sur les effets de sidération collective propres à toute crise d'ampleur. La France constitue à ce titre un cas d'école.*

Il ne s'agit évidemment pas de céder aux sirènes du complotisme et des théories, plus fumeuses les unes que les autres, qui voudraient que les classes dominantes aient « provoqué », voire « organisé » la crise du Covid dans le seul but de légitimer leurs politiques les plus extrêmes. Mais force est de reconnaître que la crise actuelle représente une formidable opportunité pour la bourgeoisie et son personnel politique : faire adopter des mesures antisociales (augmentation du temps de travail, baisses des salaires, restriction des droits démocratiques, etc.) au nom d'une « situation exceptionnelle », en les accompagnant, lorsqu'elles sont impopulaires, de la promesse qu'elles seront « temporaires », avec l'objectif inavoué de les rendre durables.

PÉRENNISER L'EXCEPTIONNEL POUR LE NORMALISER

On se souviendra ici de ce qui s'est passé en France entre novembre 2015 et novembre 2017, deux années durant lesquelles l'état d'urgence instauré suite aux attentats du 13 novembre a été régulièrement reconduit, avant d'être finalement normalisé par l'inscription de la plupart de ses dispositions dans la loi ordinaire. Deux années au cours desquelles Hollande et Valls ont défendu la nécessité de faire durer l'exceptionnel, trouvant toujours

des raisons de prolonger des dispositifs pourtant légitimés, selon leur définition même, par l'« urgence ». Macron, Castaner et compagnie leur ont emboîté le pas, achevant, à l'automne 2017, ce processus de normalisation, avec un ministre de l'Intérieur déclarant : « *Moi, je considère que rien ne menace ma liberté si ça permet de lutter efficacement contre le terrorisme.* »

Le « monde d'après », que d'aucuns appellent – parfois sincèrement – de leurs vœux est en réalité, du point de vue des politiques des classes dominantes, déjà là. Si ces dernières ne peuvent anticiper l'ensemble des développements des crises en cours et à venir, une grande partie de leur feuille de route est déjà toute tracée : feindre la prise de conscience de la nécessité du changement pour mieux vendre des solutions réactionnaires ; reprendre à leur compte les critiques du système pour les transformer en mesures ne mettant aucunement en danger le système – voire le consolidant ; pérenniser l'exceptionnel afin de le normaliser. La phrase n'a pas encore été prononcée, mais on peut déjà facilement l'imaginer : « *Moi, je considère que rien ne menace mes droits sociaux si ça permet de lutter efficacement contre la crise économique.* »

ILS NE CHANGERONT PAS DE LOGICIEL
C'est en ce sens qu'il est

particulièrement illusoire de penser que la crise actuelle, qui met certes à nu l'incapacité génétique du système capitaliste, mû par la seule logique du profit, à assurer la satisfaction des besoins de la majorité de la population, pourrait convaincre les classes dominantes de la nécessité de « changer de logiciel », ou même de lui apporter des modifications substantielles. À titre d'exemple, ce qui peut sembler être un inhabituel interventionnisme de l'État ne signifie aucunement une rupture avec les canons du néo-libéralisme. Ainsi, lorsque Bruno Le Maire a évoqué, en mars, des « prises de participation » de l'État, voire des « nationalisations », il ne s'agissait nullement de mettre sous contrôle public des entreprises produisant des biens et services indispensables (l'industrie pharmaceutique par exemple), mais bien de voler au secours des « fleurons » du capitalisme français menacés par la crise boursière, et de les protéger face à la concurrence venue de l'étranger. Même logique avec les promesses de « plans d'investissement », entre autres dans la santé. Comme l'a en effet rappelé Gilbert Achcar, « *nous pouvons prédire sans risque que les néolibéraux seront unanimes à augmenter les dépenses de santé publique, non sans s'assurer que leurs amis fabricants de produits sanitaires en bénéficieront. Ils le*

feront, non pas parce qu'ils se sont soudain convertis aux vertus de l'État-providence ou parce qu'ils se soucient du public, mais parce qu'ils redoutent les conséquences économiques d'une nouvelle pandémie ou d'une deuxième vague de la pandémie actuelle. Le problème, c'est qu'ils seront naturellement enclins à le faire au détriment d'autres besoins de la population, tels que l'éducation, les retraites ou les allocations de chômage, tout en faisant payer aux salariéEs – par des mesures telles que le gel ou même la réduction des salaires – le coût du «retour à la normale» des économies.»¹

En réalité, si Macron et les siens se sont illustrés par une gestion calamiteuse de la crise, ce n'est pas – seulement – par incompetence, mais aussi en raison de ce qu'est leur vision du monde, de l'économie, des rapports sociaux, de la politique. Dans l'imaginaire étroit de ces adeptes béats de l'économie de marché, il ne faut en effet prendre aucune décision qui pourrait un tant soit peu remettre en cause durablement la logique capitaliste. On préférera ainsi dépenser des dizaines de milliards d'euros d'argent public pour maintenir à flot des grands groupes plutôt que de les faire passer sous contrôle public; on refusera de plafonner réellement le prix des masques – sans même parler de les rendre gratuits – en avançant l'argument selon lequel «il ne faut pas freiner l'innovation»; on promettra des primes aux soignantEs plutôt que d'augmenter leurs salaires, on fera appel au bénévolat plutôt que d'embaucher massivement dans les services publics, en premier lieu dans les hôpitaux.

FLORILÈGE DE RAPPORTS POUR «DEMAIN»

Les rapports et préconisations des divers lobbys pro-patronaux, à l'image de la très médiatisée «note» de l'Institut Montaigne sur le temps de travail², démontrent sans ambiguïté que les défenseurs acharnés du capitalisme n'ont aucunement l'intention de faire de réelles concessions ou de revenir sur leurs principes fondamentaux. On partage ainsi le diagnostic de Jean Castillo dans une note pour Attac: «Au-delà du secteur de la santé, sur un plan plus général, la défense du marché et de ses capacités d'organisation et de régulation, à distance de l'État est une constante dans les prises de position

exprimées depuis le début de la crise. Cette position hégémonique consiste à continuer à s'opposer frontalement au contrôle des prix ainsi qu'à la régulation de l'offre et de la demande. Tant des think tanks que des experts individuels soulignent le risque que les États reprennent trop de pouvoir au marché alors que la solution se situe toujours pour eux dans la dérégulation.»³

Ce qui ne signifie nullement que les capitalistes seraient dans une position attentiste, ou que leur seul objectif serait de revenir à la situation d'avant la crise, ne serait-ce que parce qu'ils savent que la crise va durer et modifier les rapports sociaux dans leur ensemble. Et le moins que l'on puisse dire est qu'ils font tout pour que ces modifications s'opèrent dans leurs seuls intérêts, profitant de la crise du Covid pour avancer leurs pions, et nous rappelant que le temps de l'agir politique est fondamentalement le présent. Dans un document rendu public le 28 mai et présenté comme une liste de «propositions pour une relance durable»⁴, le Medef ne s'en cache pas: «La crise a révélé un certain nombre de dysfonctionnements voire des pesanteurs. Nous devons en profiter pour refonder notre économie, en prenant en compte les impératifs apparus dans cette crise.» Et, derrière les grands mots («transition écologique», «transition numérique», etc.), les objectifs affichés sont on ne peut plus clairs: «Toutes les parties prenantes (gouvernement, entreprises, salariéEs, consommateurs, jeunes générations et associations) doivent être mobilisées autour de cet objectif partagé [«refonder»]. Nous devons moderniser la France et refonder notre économie et notre marché du travail, dans le cadre de l'Union européenne, tout en privilégiant la liberté d'entreprendre.» Même son de cloche du côté de la Fondation iFRAP, think tank patronal animé par la très médiatique Agnès Verdier-Molinié⁵, qui y est également allé de son rapport⁶: «Cette crise est un révélateur de nos erreurs passées et pose la question de comment rebondir, créer des emplois et de la croissance. C'est notre défi de demain car, selon nos évaluations, menées avec le modèle Némésis, le PIB français ne retrouvera sa valeur 2019 qu'en 2024. Cela ne se fera certainement pas avec les vieilles recettes consistant à augmenter les dépenses, surtout les dépenses sociales, et augmenter les impôts. À l'heure où

certain appellent de leurs vœux une relance par la demande, la Fondation iFRAP pense qu'il est urgent de soutenir le système productif par une relance de l'offre et des réformes structurelles ciblées sur les entreprises et la compétitivité. Il est urgent de renforcer la résilience de notre économie et de replacer nos finances publiques sur une trajectoire durable.» Qu'en des termes choisis ces choses-là sont dites...

OPPORTUNISTES, ET À L'OFFENSIVE

Rien de nouveau sous le soleil, diront certains. Les capitalistes sont des capitalistes, et les ultra-libéraux sont des ultra-libéraux. À ce titre, l'offensive en cours sur le temps de travail (durée hebdomadaire, suppressions de congés, de RTT, etc.) n'est qu'un énième avatar de la lutte sans merci qui se mène depuis le 19^e siècle et le combat pour la journée de dix, puis de huit heures. Mais il ne faut pas sous-estimer le fait que, du côté des classes dominantes, les cerveaux s'agitent, et que l'on cherche à s'adapter opportunément à la crise du Covid pour renouveler le champ des possibles dans le domaine des contre-réformes. En un sens, ladite crise a servi de champ d'expérimentation pour des secteurs entiers de la bourgeoisie, qui leur a permis de tester «grandeur nature» un certain nombre de dispositifs qu'ils entendent désormais généraliser.

Le cas du télétravail est à ce titre exemplaire. Parmi les millions de salariéEs en télétravail durant la période de confinement (20% des actifs et des actives selon les diverses enquêtes), nombreuses et nombreux sont ceux qui ont réalisé, au fil des semaines, que la «liberté» de travailler chez soi était toute relative. Ainsi, selon l'enquête menée par l'UGICT-CGT auprès de 34 000 salariéEs⁷, plus de 30% des répondantEs qui étaient en télétravail ont constaté une augmentation de leur charge de travail (40% chez les cadres), 78% d'entre elles et eux affirmant ne pas bénéficier d'un droit à la déconnexion pour garantir les périodes de repos, 82% déclarant même qu'il n'y avait aucune définition des plages horaires précises durant lesquelles ils ou elles devaient être joignable. Aucune disposition n'a en outre été prise par rapport





aux gardes d'enfants alors que les écoles étaient fermées, ce qui a particulièrement frappé les femmes...

Une «flexibilisation» qui se double d'une atomisation des salariéEs, avec une individualisation accrue des tâches et des rapports avec la hiérarchie et une quasi-disparition de tout cadre collectif d'échange, voire d'organisation pour faire face. Pour la sociologue du travail Danièle Linhart, «travailler loin des autres risque d'accroître une dérive que le management moderniste a introduit, à savoir la stimulation d'une dimension narcissique qui réduit le sens même du travail, qui veut que l'on travaille pour autrui, et avec autrui, et non pour être le meilleur dans un esprit de concurrence avec les autres et soi-même. Travailler loin des autres risque aussi d'accroître la dimension abstraite du travail introduite par un management obsédé par les chiffres, la formalisation, le contrôle et qui multiplie les procédures, les protocoles, les reportings. Travailler loin des autres fait également courir le risque à chacun de disposer d'une moindre intelligence, expérience, inventivité, pour affronter les difficultés de ses missions, en le privant du soutien d'un collectif de plus en plus nécessaire.»⁸

On ne sera dès lors guère surpris de voir que, pour le Medef et les think tanks patronaux, la question soit ouvertement posée de maintenir un nombre conséquent de salariéEs dans une situation de télétravail, a fortiori dans la mesure où cela a permis aux chefs d'entreprises de faire supporter un certain nombre de leurs frais à... leurs employéEs (matériel informatique, logiciels, abonnements internet, équipements de travail ergonomique, etc.)⁹. Dans le rapport du Medef déjà évoqué, on peut ainsi lire qu'il faut «tirer les enseignements de la période de confinement pour réfléchir aux nouvelles formes de travail et attentes managériales (notamment à travers le télétravail)», «faciliter toutes les formes de télétravail», ou encore «accélérer la digitalisation des services publics dans

certains secteurs où le télétravail est possible», sans évidemment proposer la moindre mesure pour encadrer et réglementer «socialement» le secteur.

FAIRE FACE À UNE RÉORGANISATION D'AMPLEUR

Nous avons pris l'exemple du télétravail, et aurions pu en prendre bien d'autres, comme celui de l'éducation, où «la crise semble être un test grandeur nature avec les expérimentations d'enseignement à distance, les propos méprisants envers les enseignants (aux fraises...), etc., pour transformer l'école publique en service minimal, et pour externaliser au maximum les missions de transmissions de savoirs. Les firmes privées pourront ainsi vendre les compléments, les cours d'options, le marché permettant de différencier totalement les objectifs éducatifs selon les caractéristiques sociales des familles.»¹⁰ Un sombre constat qui vaut malheureu-

publics, et en tirait la conclusion qui suit: «La ville pestiférée, toute traversée de hiérarchie, de surveillance, de regard, d'écriture, la ville immobilisée dans le fonctionnement d'un pouvoir extensif qui porte de façon distincte sur tous les corps individuels – c'est l'utopie de la cité parfaitement gouvernée. La peste (celle du moins qui reste à l'état de prévision), c'est l'épreuve au cours de laquelle on peut définir idéalement l'exercice du pouvoir disciplinaire. Pour faire fonctionner selon la pure théorie les droits et les lois, les juristes se mettaient imaginativement dans l'état de nature; pour voir fonctionner les disciplines parfaites, les gouvernants rêvaient de l'état de peste.»

Pour les classes dominantes, la crise du Covid est une opportunité pour pousser à une réorganisation des relations sociales en s'appuyant sur du déjà-là, réorganisation à laquelle aucun domaine de la vie ne devrait, selon

les idéologues de la bourgeoisie et son personnel politique, échapper, à la condition que les principes fondamentaux du capitalisme soient respectés et que le domaine du marché soit en extension. C'est à cette réorganisation d'ampleur, promettant toujours davantage d'oppression et d'exploitation des êtres humains et de la nature et, partant, toujours plus



Île-Saint-Denis le 11 mai 2020, premier jour du déconfinement, rassemblement unitaire de plusieurs centaines de personnes devant la mairie pour constituer une chaîne humaine vers Villeneuve-la-Garenne et dénoncer les violences policières, le racisme des forces de l'ordre dans les quartiers populaires. La police présente massivement empêche la constitution de la chaîne. © Photothèque Rouge / JMB

sement pour l'ensemble des niveaux d'enseignement, de la maternelle à l'université.

Dans un autre registre, nous aurions également pu évoquer le domaine de la (télé-)surveillance, et de l'opportunité que représente la crise du Covid pour la normalisation de l'extension du contrôle, matériel et symbolique, de l'espace public: attestations de sortie sous peine d'amendes, division en zones «autorisées» et «interdites», présence policière et militaire accrue, etc. Les semaines que nous venons de vivre font inmanquablement penser aux travaux de Michel Foucault qui, dans *Surveiller et punir* (1975), étudiait la façon dont les épidémies de peste étaient gérées par les pouvoirs

de crises aux conséquences sociales et écologiques catastrophiques, qu'il s'agit de s'opposer. En d'autres termes, nous devons prendre au sérieux les classes dominantes et ne pas considérer que leur gestion chaotique, voire catastrophique, de la crise, serait liée à un déficit de vision ou de stratégie. Elle est bien au contraire l'expression d'une vision du monde, typiquement capitaliste mais en perpétuelle actualisation, et la situation exceptionnelle créée par la pandémie est l'occasion de procéder à de brutales contre-réformes tout en essayant de dépasser, à défaut de la résoudre, la crise d'hégémonie qui mine la bourgeoisie, quitte à renforcer encore un peu plus les dispositifs autoritaires d'exercice du pouvoir.

AGIR AUJOURD'HUI POUR CONSTRUIRE LA POSSIBILITÉ D'AUTRES LENDEMAINS

Du côté de la gauche sociale et politique, la période de confinement, après une première phase de sidération, a été l'occasion de poser, de diverses manières, la question du « monde d'après ». On pense ici notamment au « Plan de sortie de crise » élaboré par vingt organisations, associations et syndicats et rendu public le 26 mai¹¹, qui propose trente-quatre mesures sociales, écologiques et démocratiques, en défendant la perspective de « changer de système ». Cet article n'est pas le lieu pour une analyse détaillée des propositions de ce collectif², qui vont d'un « plan d'urgence pour l'hôpital public » à « l'arrêt des soutiens publics aux acteurs polluants » en passant par « le renforcement des droits des travailleuses et des travailleurs », « la réduction et le partage du temps de travail » ou encore « un droit garanti au revenu et à la protection sociale pour toutes et tous ». Autant de propositions, portées par un cadre collectif inédit, qui sont désormais dans le débat public et qui ont comme premier mérite de venir contrer le « *Il n'y a pas d'alternative* » que veut nous imposer le discours dominant.

La question qui nous importe ici davantage, au regard de ce que nous avons développé jusqu'ici, est celle des conditions concrètes dans lesquelles une riposte populaire à l'offensive en cours, autour de revendications spécifiques, sectorielles, mais aussi autour d'un plan d'urgence plus global regroupant et articulant des revendications s'opposant frontalement aux projets et aux intérêts des capitalistes, pourrait être construite. Force est en effet de constater que, au sein de la gauche politique, deux logiques s'opposent, qui se sont notamment exprimées lors de la publication de l'appel « gauche plurielle renouvelée » du 14 mai¹³. Un texte qui, sous couvert de fausse nouveauté et (ponctuellement) de fausse radicalité, ne propose rien d'autre, au total, que la constitution d'une « alternative politique » autour du PS, de Place publique, d'EÉLV et des secteurs les plus droitiers du PCF. Soit une issue exclusivement institutionnelle (avec comme un air de déjà-vu), qui ne dit pas un mot des rapports de forces et des mobilisations à construire, comme s'il s'agissait d'attendre 2022 pour s'opposer à la

violente offensive en cours.

En résumé, et ce indépendamment même du contenu programmatique particulièrement minimaliste de l'appel, exactement l'inverse de ce que la situation impose. Nous l'avons dit : les classes dominantes ne se contentent pas de promettre, et encore moins d'attendre un « monde d'après », elles le construisent déjà, et les petits calculs et grandes manœuvres de ceux qui ont les yeux braqués sur les prochaines échéances électorales ne les feront pas reculer. Bien au contraire, populariser l'idée selon laquelle quoi que ce soit pourrait être (re-)gagné par notre classe sans que des mobilisations de masse ne mettent au plus vite un coup d'arrêt aux attaques déjà engagées, c'est préparer les prochaines déconvenues, et même pire.

Le capitalisme, notamment dans sa version néo-libérale, est certes considérablement délégitimé et, dans le cas de la France, les acquis politiques et idéologiques du mouvement des Gilets jaunes et de la mobilisation contre la réforme des retraites ne doivent pas être sous-estimés. Rien ne justifie dès une quelconque friolité du côté des anticapitalistes et des révolutionnaires, et nous devons prendre toute notre part à la « bataille des idées » : il s'agit bien de défendre la perspective d'un autre monde, d'une autre organisation de la production, d'une société écosocialiste, en ayant pleinement conscience du fait que la mise à nu, par la crise du Covid, des mortelles impasses du système capitaliste, peut donner un écho tout particulier à un tel programme/projet.

Mais cet indispensable travail de popularisation d'un plan d'urgence, de revendications incompatibles avec les intérêts des capitalistes et de l'idée d'un « autre monde possible », n'a de sens que s'il s'appuie sur la construction, au présent, des résistances aux politiques et aux projets capitalistes, faute de quoi les discussions sur le « possible » demeureront lettre morte. « *Le présent n'est [pas] un simple maillon dans la chaîne des temps, mais un moment de sélection des possibles ; l'accélération de l'histoire n'est pas celle d'un temps grisé de vitesse, mais l'effet des rotations endiablées du capital ; l'agir révolutionnaire n'est pas l'impératif d'une capacité maîtrisée à faire l'histoire,*

mais l'engagement dans un conflit à l'issue incertaine. »¹⁴

Les bagarres qui n'ont pas cessé durant le confinement et qui s'amplifient à mesure que la « reprise » est effective, entre autres et notamment dans le secteur de la santé, mais aussi dans les entreprises, face aux vagues de licenciements et de suppressions de postes, ou encore du côté des luttes antiraciste et contre les violences policières, sont des points d'appui incontournables pour engager un rapport de forces d'ampleur contre les « thérapies de choc » des classes dominantes. Seule l'action collective résolue, ici et maintenant, contre ce qui est déjà là, pourra dessiner les possibles de demain, et envisager « autre chose » que le cauchemar que les capitalistes nous promettent. □

1. Gilbert Achcar, « Auto-extinction du néolibéralisme ? N'y comptez point », en ligne sur <https://npa2009.org/actualite/economie/auto-extinction-du-neoliberalisme-ny-comptez-point>

2. « Rebondir face au Covid-19 : l'enjeu du temps de travail », mai 2020, en ligne sur <https://www.institutmontaigne.org/publications/rebondir-face-au-covid-19-lenjeu-du-temps-de-travail>

3. Jean Castillo, « Comment les néolibéraux veulent profiter de la crise sanitaire », 7 mai 2020, en ligne sur <https://france.attac.org/se-mobiliser/que-faire-face-au-coronavirus/article/comment-les-neoliberaux-veulent-profiler-de-la-crise-sanitaire>

4. « Pour une "prise de confiance", propositions du Medef pour une relance durable », 28 mai 2020, en ligne sur <https://www.medef.com/uploads/media/default/0018/77/12890-conference-de-presse-du-28-mai-2020-presentation-du-plan-de-relance-du-medef.pdf>

5. Voir Pauline Perrenot (avec Kilian Sturm) « Agnès Verdier-Molinié, ou la "pédagogie" à coups de marteau : "Sus à l'hôpital public" ! », Acrimed, 15 avril 2020, en ligne sur <https://www.acrimed.org/Agnes-Verdier-Molinie-ou-la-pedagogie-a-coups-de>

6. « Le plan de la Fondation iFRAP pour l'emploi et la croissance et surmonter la crise », 7 mai 2020, en ligne sur <https://www.ifrap.org/etat-et-collectivites/le-plan-de-la-fondation-ifrap-pour-lemploi-et-la-croissance-et-surmonter-la>

7. « Le travail sous épidémie », 5 mai 2020, en ligne sur <https://luttevirale.fr/enquete/rapport/>

8. Billet de Danièle Linhart sur le site des éditions Érès : <https://www.editions-eres.com/edito/89>

9. Voir l'enquête de l'UGICT-CGT déjà citée.

10. Stéphane Bonnelly, « Covid-19 et accélération de la crise de l'école. Leur projet et le nôtre », Contretemps-web, 31 mai 2020, en ligne sur <https://www.contretemps.eu/covid19-crise-ecole-blanquer/>

11. Voir, par exemple, sur le site d'Attac : « Plus jamais ça ! 34 mesures pour un plan de sortie de crise », 26 mai 2020 : <https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports/article/plus-jamais-ca-34-mesures-pour-un-plan-de-sortie-de-crise>

12. Nous aurons l'occasion d'y revenir rapidement dans nos colonnes.

13. « Au cœur de la crise, construisons l'avenir », l'Obs, 14 mai 2020, en ligne sur <https://www.nouvelobs.com/politique/20200514.OBS28804/tribune-au-cour-de-la-crise-construisons-l-avenir.html>

14. Daniel Bensaid, Marx, l'imtemporel, p. 71.

Psychiatrie: sortir de la « catastrophe gestionnaire » et sécuritaire

La crise sanitaire et sociale que nous traversons a révélé et amplifié les conséquences des politiques néolibérales sur les systèmes de santé. Un système de soins dégradé, fonctionnant « à flux tendu » se trouve débordé par un drame sanitaire non anticipé.

Les hymnes indécents de nos gouvernants aux « héros » privés de moyens et contraints de se battre comme ils le peuvent face à l'épidémie ne peuvent le dissimuler. Parents pauvres de la santé avant la crise, la psychiatrie et ceux qu'elle tente de soigner, souvent précaires et marginalisés, sont « en première ligne » des victimes de cette crise. À l'occasion de la sortie de leur livre *La révolte de la psychiatrie, les ripostes à la catastrophe gestionnaire* (éditions *La Découverte*), nous avons interviewé ses auteurs Rachel Knaebel, Loriane et Mathieu Bellahsen. Nous revenons avec eux à la fois sur les effets spécifiques des contre réformes sur le soin psychique pris en étau entre les exigences gestionnaires et les injonctions sécuritaires, sur les luttes des professionnels de la psychiatrie pour résister à la « catastrophe gestionnaire » et sur les alternatives dont ces luttes que tentent de mener soignants, mais aussi les patients et leurs familles, sont porteuses.

L'Anticapitaliste : « La révolte de la psychiatrie » s'est traduite par des grèves et des mobilisations inédites au cours de l'année 2018. Elle a débouché sur la création du « printemps de la psychiatrie » début 2019. Quels en sont les principaux moments et les caractéristiques ?

Rachel Knaebel : Ces mobilisations ont été inédites par leur ampleur, par leur dureté, par la ténacité des grévistes, avec une grève de la faim, des occupations de plusieurs semaines, sur un toit, de plusieurs mois devant un hôpital, et des mouvements aux quatre coins de la France. Ces deux années de révolte de la psychiatrie,

2018 et 2019, nous les retraçons en reprenant le fil des mobilisations aux côtés des soignants, de Saint-Étienne, en janvier 2018, à Rouen, avec les trois semaines de grève de la faim, au Havre, en passant par Paris, Amiens, Toulouse, Lyon... Partout, le constat est similaire, la baisse des moyens empêche de soigner, et met les soignants dans des situations intenable. Cette révolte a inauguré de nouvelles formes de luttes, des happenings en pleine rue à Rouen, où les soignants s'allongeaient par terre par dizaines pour signaler la mort de leur hôpital, les occupations devant les hôpitaux, l'hôpital de campagne planté sur un rond-point en Normandie... tout cela a fait que les mobilisations ont été connues et discutées aussi hors de l'hôpital, les familles des usagers, les patients venaient échanger. C'était déjà un peu la forme du rond-point des Gilets jaunes. Au sein du Printemps de la psychiatrie, les soignants et les collectifs et associations de patients, de familles, sont aussi présentes ensemble. Nous replaçons aussi cette révolte dans le mouvement social récent en France, depuis les mobilisations contre la loi travail en 2016, et les Gilets jaunes ensuite, la grève nationale dans les Ehpad en 2018, puis la grève massive dans les services des urgences dans toute la France à partir de mars 2019. Ce qui s'est passé dans la psychiatrie n'est pas un mouvement simplement sectoriel, pour défendre une profession. Comme pour les Ehpad, comme pour les urgences, les soignants ne revendiquaient pas des hausses de salaire, mais du personnel en nombre suffisant pour faire leur travail, pour soigner. Les revendications sont en fait tournées avant tout contre les

politiques d'austérité, de réduction des dépenses publiques, qui mettent à genoux les services publics, qui rendent les conditions de travail intenable, et empêchent les soignants de soigner. Le point commun, aussi, avec les grèves dans les Ehpad de 2018, où le personnel est en très grande partie féminin et précaire, puisque les Ehpad emploient majoritairement des aides-soignantEs et des agentEs de service hospitalier, c'est que le mouvement dans la psychiatrie est surtout parti des soignants de la base, des infirmiers et infirmières. Alors que le collectif des 39 créé en 2008 était par exemple plutôt parti de psychiatres.

Le sous-titre du livre parle de « catastrophe gestionnaire ». En quoi les réformes du système de santé et le nouveau « management hospitalier » ont-ils transformé en profondeur la psychiatrie depuis le début des années quatre-vingt ?

RK : Il faut peut-être démarrer avant les années 1980 pour comprendre l'effet particulier de ces réformes managériales et gestionnaires dans la psychiatrie. La psychiatrie française, comme ailleurs en Europe, s'est ouverte vers l'extérieur dans les années 1960 et 1970. Sous l'effet des mobilisations antipsychiatriques, anti-asilaires, la France adopte en 1960 une réforme de l'organisation de la psychiatrie qui crée le « secteur ». Le secteur, c'est la zone territoriale couverte par un hôpital psychiatrique et ses antennes. On habite dans telle zone, on est envoyé dans tel hôpital. Mais la réforme voulait surtout ouvrir les hôpitaux psychiatriques vers l'extérieur et promouvoir la continuité du soin entre l'hospitalisation et la vie

dehors. Un secteur psychiatrique, c'est une même équipe qui travaille dans l'hôpital et dans les centres de consultation à l'extérieur, les centres médico-psychologiques, les centres d'accueil thérapeutique à temps partiel (CATTP). C'est sur cette ligne que la psychiatrie française a été réformée dans les années 1960-1970. Mais dès 1983, c'est le tournant de la rigueur qui prime, celui des réductions de dépenses publiques et du nouveau management public. Tout cela conduit à une réduction drastique du nombre de lits d'hospitalisation. En psychiatrie, dans les établissements public et assimilés – privés non lucratifs – il y avait 120 000 lits d'hospitalisation en 1980, et seulement 41 000 en 2016 ! Trois fois moins. Les arguments des gouvernements pour justifier cette baisse, c'est « il faut faire de l'ambulatoire », c'est-à-dire privilégier la prise en charge à l'extérieur. Soit, ça va dans le sens des réformes anti-asilaires. Mais c'est là qu'il faut se souvenir de l'organisation du secteur. Les moyens réduits pour l'hôpital psychiatrique, ce sont des moyens réduits aussi pour les structures de prise en charge extérieures, ambulatoires, qui y sont liées. Entre 2011 et 2019, plus de 600 centres médico-psychologiques ont été fermés. Or, le CMP, c'est la structure de prise en charge ambulatoire par excellence, pour des premières consultations ou le suivi après une hospitalisation. Et même dans l'hospitalisation à temps plein, les réductions ont été telles qu'on arrive à un point de rupture. C'est ce qui a déclenché les mobilisations au Havre, à Amiens, à Rouen. Au Havre, des patients se retrouvaient à dormir sur des matelas au sol, ou dans des fauteuils, faute de lits disponibles. Les « Perchés » du Havre qui ont campé sur le toit des urgences de l'hôpital psychiatrique se sont mobilisés exactement pour cela, pour demander l'ouverture de lits, avec les personnels suffisant pour soigner. Après, le nouveau management, comme dans le reste de l'hôpital, a aussi signifié le codage, la classification, cette passion gestionnaire de mettre tout en chiffres, de tout compter, pour mieux réduire les coûts, et pour mieux évaluer la valeur des services publics en vue, aussi, de privatiser. Dans le reste de

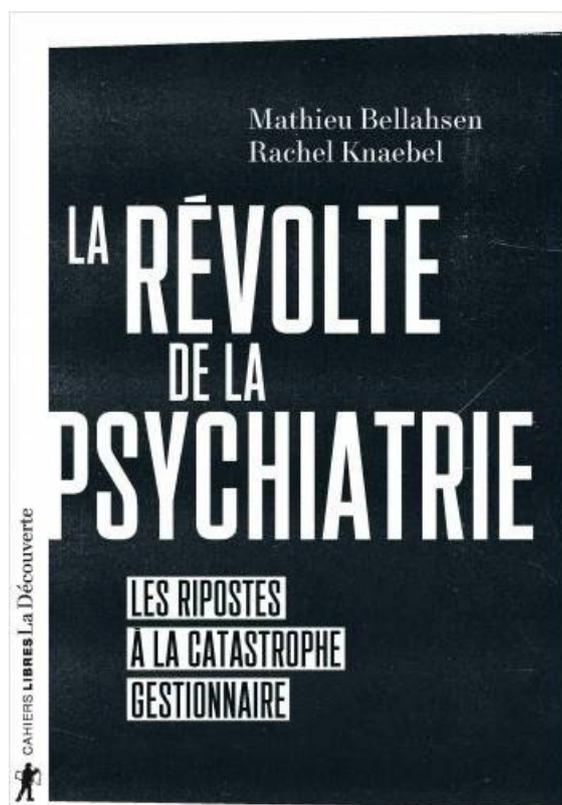
l'hôpital, cela a abouti à la tarification à l'activité, la T2A, en 2004. La psychiatrie y échappe encore, mais les soignants doivent déjà classer et coder tout ce qu'ils font. Mais comment coder une conversation avec un patient, qui fait partie du soin ? Un temps passé par un patient à la cafétéria de l'hôpital ? Dans des lieux de soin comme à Reims, par exemple, la cafétéria, c'est central. Des gens y viennent, pour parler ou pour juste être là. C'est essentiel, mais évidemment, c'est difficile à mesurer. Au sein du Printemps de la psychiatrie, un groupe travaille là dessus, à une grève du codage, une grève des données. C'est la commission contre les outils gestionnaires. Elle produit une enquête sur les logiciels de recueil de données en psychiatrie.

La montée en puissance du management d'entreprise et des contre-réformes libérales s'accompagnent de l'émergence d'une nouvelle neuro-psychiatrie s'appuyant sur les neurosciences que vous qualifiez de « nouvelle anti-psychiatrie » quels liens existent entre les deux ?

RK : De mon côté, j'ai commencé ce travail en m'intéressant à la fondation FondaMental, une fondation de recherche en psychiatrie qui allie public et privé. En septembre 2018, un livre sort qui s'appelle *Psychiatrie : l'état d'urgence*.

Comme on est en plein dans les mouvements de soignants à Amiens, Rouen, au Havre et ailleurs, le livre est remarqué dans les médias. Les auteurs sont invités partout. Ce sont deux psychiatres universitaires, Marion Leboyer et Pierre-Michel Llorca, qui sont aussi les directeurs de cette fondation. Or, FondaMental est tourné entièrement vers la neuropsychiatrie, les recherches sur les facteurs génétiques des troubles psychiques, les traitements médicamenteux... Leur slogan, c'est que « la maladie mentale est une maladie comme les autres ». Ils veulent dire par là qu'il y aurait un support

physique aux « maladies » psychiques, et que bientôt, si on leur donne les moyens financiers pour leurs recherches, ils trouveront les médicaments qui règlent les graves problèmes psychiques. Cette fondation FondaMental est très concrètement liée à l'Institut Montaigne, un think tank néolibéral, lui-même lié à l'entourage politique de Macron. L'Institut Montaigne était coéditeur du livre de 2018 publié par FondaMental. Et à la tête du CA de FondaMental, il y a l'ancien directeur de la



La révolte de la psychiatrie - Les ripostes à la catastrophe gestionnaire, Rachel Knaebel, Mathieu Bellahsen, La Découverte. 2020, 19,00 €

banque Rothschild, des directeurs de groupes de cliniques psychiatriques privées, des labos pharmaceutiques parmi les partenaires financiers. Là, l'alliance entre neuropsychiatrie et néolibéralisme est incarnée dans les instances dirigeantes d'une fondation de recherche.

Au-delà, FondaMental travaille sur la recherche de molécules, et aussi sur des applications smartphone dites de santé mentale, qui sont des applications de surveillance des patients via son téléphone, avec des questionnaires auxquels il devrait répondre, le suivi de l'activité sur le téléphone. Miser sur la découverte

de molécules, donc sur des médicaments pharmaceutiques, et sur des applications smartphone, cela a l'avantage de ne pas miser sur les soignants, pas sur la relation. On comprend que des applications, cela coûte moins cher que du personnel soignant.

Dans le livre, Loriane Bellahsen aborde sous le titre « De la privatisation à la privation de soins » la question des soins aux personnes autistes. En quoi illustre-t-elle, selon vous, les dérives de la psychiatrie considérée comme une discipline médicale comme les autres.

Loriane Bellahsen : Le discours politique concernant la « prise en charge » des personnes autistes durant les deux dernières décennies illustre surtout la manière dont le champ de l'autisme est le laboratoire

noms évocateurs de « plateforme d'Orientation et de Coordination », de « centre experts », de « centre de diagnostic » de « centre d'évaluation des habiletés et déficits »... Ces « plateformes » et « centres » ont souvent pour but (conscient ou non) un étiquetage utilitariste et une redistribution vers des cabinets privés concurrentiels de diagnostic, d'aide à la personne, de formation.

C'est ainsi que les pratiques de soin, d'accompagnement, de pédagogie, de socialisation différenciées sont présentées comme amenées à disparaître dans le champ de l'autisme, sous la poussée d'un discours organisé autour du mot « inclusion » qui, dans les faits avec l'absence de moyens actuels, n'est autre que la sommation des personnes autistes à aligner leurs comportements sur ceux des personnes non autistes.

l'« objectivisme médical » depuis le début des années 2000, porté à la fois par une certaine frange des associations de familles devenues des interlocutrices privilégiées des gouvernements successifs depuis les années 2010, et par une frange des praticiens de la psychiatrie qui s'apparentent à des psychiatres de tubes à essai, eux-mêmes interlocuteurs gouvernementaux préférentiels comme ceux de FondaMental. Il se trouve, comme démontré dans le présent livre, que l'idéologie de l'objectivisme médical rencontre assez bien les impératifs économiques de réduction des moyens pour les pratiques centrées sur la relation, qui sont complexes, au long cours, pluridisciplinaires et comportent des soins et un recours au collectif. Elle sont pourtant, localement, plébiscitées par les usagers et familles qui



Paris le 9 mai 2019, manifestation unitaire de la fonction publique. © Photothèque Rouge / JMB

d'une transformation des pratiques dans tout le champ psychiatrique et médico-social, qui se caractérise par :

- le définancement des établissements à mission de service public,
- le développement exponentiel de partenariats public-privé,
- la volonté de réduction stricte des établissements à mission de service public sanitaires psychiatriques et du handicap à une fonction déjà existante, mais actuellement partielle, de gare de triage. Celle-ci prend les

Bien plus qu'une inclusion, on constate déjà une exclusion de l'intérieur d'un certain nombre d'élèves et travailleurs autistes qui, exclus des dispositifs ordinaires dont ils débordent les capacités actuelles, humaines et matérielles, d'un accueil différencié, se retrouvent faute de soin, d'accompagnement et de pédagogie adaptés, totalement abandonnés.

Le champ de l'autisme était idéal pour cette mutation, du fait d'une forte poussée idéologique de

en bénéficient.

Face à cet état de fait, une mobilisation commune usagers – familles – professionnels, autour d'une co-construction de pratiques locales, est à notre sens une voie sensée pour la suite.

La crise sanitaire et sociale que nous traversons avec l'épidémie du Covid-19 a particulièrement touché les personnes soignées en psychiatrie, quels en ont été les effets ?

Mathieu Bellahsen : Il faudrait mettre au présent cette question, car tout cela est en cours et nous n'avons pas un tableau fixé et précis de ce qui se passe. J'ai écrit un article sur mon blog *Mediapart* décrivant ce que j'ai nommé « l'antipsychiatre covidienne » dans ce temps de psychiatrie confinée. C'est-à-dire que l'on fait l'inverse de tout ce qui fait habituellement les soins psychiques : on remet des barrières, on confine, c'est-à-dire que l'on isole pour motif sanitaire et que bien souvent, c'est la propension de la psychiatrie à l'enfermement qui revient comme le signale Adeline Hazan qui est contrôleuse générale des lieux de privation de liberté. Ce qui est sûr c'est que chacun réagit avec son style propre : les personnes qui ont tendance à s'enfermer, s'enferment avec cette fois une justification sociale. Les personnes qui ont tendance à s'angoisser, s'angoissent encore plus, etc. Pour les personnes suivies en psychiatrie, outre les effets immédiats, ce que nous redoutons c'est l'après coup, la vague de réhospitalisations psychiatriques cet été avec toutes les personnes qui n'auront pas pu être suivies comme habituellement. Et puis il y a la vague des réformes néolibérales qui se poursuivent quoi qu'en disent Macron et ses sbires. La réforme du financement de la psychiatrie, c'est-à-dire la mise en place d'une T2A psychiatrique se poursuit dans les ministères. C'est absolument scandaleux. Ce qui a été dit de façon claire par le directeur général de l'ARS Grand Est, à savoir que la poursuite des politiques de restriction, d'austérité, de pénurie et de fermetures de lits et de postes va se poursuivre. Il a été ensuite limogé pour avoir dit ce que les dirigeants continuent à faire. Sauf si on se soulève vraiment et que l'on remet les soins réels et inconditionnels au centre du système de santé.

Cette crise est aussi l'occasion, les échanges au sein du « Printemps de la psychiatrie » en témoignent, de faire émerger de nouvelles pratiques, pouvez-vous en donner quelques exemples ?

MB : Au sein du secteur dans lequel j'exerce, la matérialité des liens se poursuit sous une autre forme que celle de la présence physique. Par

exemple, la *Radio sans nom* qui est une construction collective entre patients et soignants et l'association Colifata France permet de soutenir toutes les activités thérapeutiques qui se font maintenant « on air ». On a inauguré le « CATTP suspendu / CATTP on air » (Centre d'accueil thérapeutique à temps partiel). Les collectifs d'autres institutions se branchent également par le biais du TRUC (terrain de rassemblement pour l'utilité des clubs thérapeutiques). Au niveau du secteur, nous faisons beaucoup plus de visites à domicile et d'entretiens téléphoniques. Mais ce ne sont que des solutions de court terme qui ne peuvent pas tenir pendant des mois et qui concernent un nombre limité de personnes, les plus fragiles et les plus isolées.

On parle souvent du « jour d'après » en cette période difficile. Quel pourrait être ce « jour d'après » pour la psychiatrie ?

RK : C'est sûr que cette crise met clairement en lumière que l'hôpital, le service public de la santé, mais aussi nombre d'emplois souvent invisibles et très mal payés, sont en fait les plus indispensables. La situation, qui était déjà très difficile avant, dans les Ehpad est aussi revenue au centre des préoccupations, au vu des ravages que fait aujourd'hui le virus. Peut-être qu'après cette crise sanitaire, quand les soignants se mobiliseront pour dire « il faut plus de moyens pour le soin, pour les Ehpad, pour l'hôpital, plus de soignants » le message sera plus écouté par le pouvoir ? Peut-être que la réponse du pouvoir ne sera plus d'envoyer des policiers leur taper dessus en manif ? Peut-être. On peut quand même rester très méfiant quant à ce gouvernement.

Le sociologue Pierre-André Juven, qui travaille depuis des années sur les effets destructeurs du nouveau management sur l'hôpital public, appelle déjà à rester très vigilant sur les annonces de « plan d'inversement massif pour l'hôpital » de Macron. Cela risque fort, avertit-il, d'ouvrir en fait à encore plus de capture de la santé publique par des intérêts marchands. Et aussi, les applications qui sont développées en ce moment même pour pister les

contaminations au virus, et qui ont des chances d'être largement acceptées dans la population car c'est pour la « bonne cause », pour la santé publique et pour en finir plus vite avec le confinement, ces applications pourraient aussi accroître l'acceptabilité d'applications de surveillance des patients psychiatriques, comme celles de FondaMental. Ceci dit, le temps d'après pour la psychiatrie, il est déjà en germe, il l'était déjà avant le Covid, tous les jours, dans les pratiques. Mathieu parle de pratiques altératrices de la psychiatrie. Et les usagers, patients, les psychiatrisés, sont les premiers qui œuvrent, au quotidien, au jour d'après de la psychiatrie, dans des associations comme Humapys ou le CRPA (le Cercle de réflexion et de proposition d'actions sur la psychiatrie), dans les services, les journaux, les radios produits dans services de psychiatrie, dans les clubs soignants-soignés, dans les groupes d'entraide mutuelle, qui sont des associations exclusivement de patients.

Le jour d'après, c'est la poursuite de la révolte d'avant à l'aune de la catastrophe en cours. Poursuite de la révolte de la psychiatrie et des différents secteurs qui se sont soulevés pour opposer un autre principe à celui de la concurrence généralisée et de la finance comme machine à contraindre et à gouverner. Le jour d'après c'est celui qui fait une place au principe du commun, à l'auto-organisation de celles et ceux qui font vivre le système de santé et qui se soignent avec lui. C'est la dimension développées par les pratiques altératrices. Dès aujourd'hui, il nous faut remettre les choses en ordre à l'heure où les tutelles (gouvernement, ministères, ARS, directions des hôpitaux) ont montré leurs défaillances et leur aptitude à créer des politiques de santé criminelles et mortifères qui durent depuis trop longtemps maintenant. Les collectifs de soins (patients, professionnels, citoyens) doivent obliger les politiques. Les services publics sont une obligation des gouvernants auprès des gouvernés. Il ne faut plus transiger là dessus. □

**Propos recueillis
par J.C. Laumonier**

La catastrophe contagieuse vue par Hollywood

PAR FRED MADISON

Le film *Contagion*, sorti en 2011 et réalisé par Steven Soderbergh, connaît depuis janvier 2020 une inédite seconde vie à la faveur mais surtout à la hauteur de la pandémie de Covid-19.

Doté à l'époque d'un modeste budget de production s'élevant à 60M\$, respectivement classé 44^e, 83^e et 59^e aux box office américain, français et mondial l'année de sa sortie, moins coûteux et surtout beaucoup moins « successful » que la fameuse trilogie *Ocean's*, n'ayant déclenché aucune dithyrambe critique, tant du côté des professionnels que des spectateurs de tous types, cinéphiles ou non, fans ou pas de Soderbergh, ce film était voué à ne plus faire parler de lui et ne pas marquer la filmographie déjà conséquente et variée de son réalisateur.

UNE SECONDE VIE

Mais voilà, le virus vint et les chiffres impressionnent. D'autant, redisons-le, que le film est ici redécouvert. Que ce soit en DVD, en Blu-ray, mais plus encore en VOD, en streaming et en téléchargement illégal, d'abord en regard confortable du début de la pandémie en Chine, puis à mesure qu'elle déferlait sur l'Europe et les USA, touchant alors directement la grande masse de ses spectateurs potentiels, *Contagion* a connu des niveaux exceptionnels de diffusion.

Quiconque a vu le film comprendra aisément le fondement d'un tel succès auprès du grand public : la manière dont y est présenté le déploiement de la pandémie est d'une telle proximité avec ce que nous connaissons actuellement que l'on reste coi devant ce qui peut apparaître à la fois comme une fiction prémonitoire et un documentaire venu du futur. Mais voilà bien le mal séduisant au cœur de ce métrage : bluffé par le mimétisme de surface entre notre présent et certains processus, situations, éléments scientifiques ou de langage qui relèvent en fait du bon sens ou pire encore d'expériences, savoirs et mises en garde proférées parfois de longue date par les scientifiques, on peu facilement oublier que *Contagion*... est un très mauvais film.

UNE DEMI-VIE

Dans le meilleur des cas, une approche critique moderniste et auteuriste, spontanée ou mal digérée, a pu prêter au film un traitement de son objet qui, dans une habile pirouette corrosive et typiquement soderberghienne, prendrait le contre-pied de toutes les tares frappant d'ordinaire les films catastrophes hollywoodiens pour tendre à une forme de gravité et de sécheresse documentaire, anti spectaculaire, purgeant le film de toutes ses mauvaises humeurs congénitales : épileptique, bruyant, furieux, hurlant, criard, violent, grossier, mélodramatique ? Quoique film catastrophe, *Contagion* n'est en effet rien de tout cela. Sauf qu'à trop vouloir, conception séduisante, laisser le virus être lui-même le moteur froid et implacable du film, il en devient objet en soi, donc immobile et stérile dans une paradoxale prolifération. Plus que tout autre, un virus est un être pour et (surtout) par la mort. Un film ne peut donc pas se développer mais forcément périr sous son empire / emprise. Asservi au virus et à sa logique, refusant ainsi toute architecture et tout enjeu dramatique, narratif et relationnel, se privant donc lui-même de tout contenu et discours conséquemment articulé, *Contagion* n'est donc pas le porteur sain, donc pervers, donc créatif du petit brin d'ADN qu'il fétichise par ignorance fascination, mais sa première et plus grave victime... parce que réelle !

Images léchées mais dénuées de contenu et donc réduites (une fois encore) au rang de simple signature soderberghienne ; casting XXL mais laissé en jachère, donc réduit au rang d'affiche publicitaire ; scénario inexistant, donc réduit au rang de scénettes empilées dans une simulation de pandémie ; enjeux et architecture dramatiques introuvables, donc réduits au rang de clichés psychologisant et d'anecdotes subjectives ; voilà comment *Contagion* n'arrive même pas à

prendre les atours du film choral, ce qui eut été un moindre mal, mais se ravale lui-même au rang d'un mauvais docu-fiction dont le commentaire aurait été parfois supprimé, laissant les images muettes, parfois placé dans la bouche des personnages eux-mêmes, rendant les images inutiles.

Métrage au régime introuvable, *Contagion* souffre finalement des tares de cette toute petite forme qu'est le docu-fiction... sans même en honorer le modeste contrat pédagogique et préventif qu'il revendiquait pourtant à l'époque. Pour preuve empirique, ce que chacun a pu apprécier *a minima* dans ce film, c'est justement la complaisance rétrospective de déjà tout savoir et tout y reconnaître... alors que l'on avait rien vu venir. Ou comment conjurer l'ignorance et l'impuissance en se faisant frissonner à peu de frais. Le spectateur n'est à blâmer en rien. C'est bien un système (à révolutionner) qui a engendré et entretient le désastre. Mais le fait que le film produit objectivement, de par sa nature et son insertion dans la conjoncture actuelle, un effet subjectif de complaisance qui empêche tout questionnement, en l'occurrence social, économique, écologique et politique.

Faut-il pour autant désespérer totalement d'Hollywood et de sa capacité, dans ses limites absolues il s'entend, à mettre en scène la catastrophe contagieuse avec efficacité, créativité et intelligence ? Un certain optimisme de la volonté cinéphilique nous fera répondre par la négative, même si un certain pessimisme de la raison nous oblige à reconnaître que trois films seulement méritent selon nous le détour.

DE LA FICTION, DU DISCOURS, DE LA POLITIQUE

Parce que la place manque et que notre sujet doit être circonscrit, nous laisserons de côté le large champ des films de zombies. En conséquence, contentons-nous de relever que deux

superproductions assez récentes sont dignes d'attention et de discussion. La première est *Je suis une légende* (2007). La seconde, meilleure encore mais mal aimée chez les gauchistes à cause d'un malentendu quant à sa vision du conflit israélo-palestinien, est *World war Z* (2013). La troisième est *Alerte*, film réalisé en 1995 par Wolfgang Petersen. Il mérite quant à lui quelques éléments de discussion et de compréhension. Pourquoi ?

D'abord parce qu'il jouait exactement sur le même créneau que *Contagion*, à savoir celui d'un traitement globalement «réaliste» de la catastrophe contagieuse: point de zombies, d'éléments surnaturels et/ou de science-fiction, de délires visuels, de gore, mais au contraire des vrais morceaux de virus et de discours scientifique dedans. Un film catastrophe au sens initial du genre initié par *la Tour infernale* en 1972. Pour faire peur, et donc du bien, le film catastrophe pur sucre doit être crédible et dit: « voyez comment cela peut vraiment vous arriver ». Ensuite pour une raison que l'on peut théoriser mais qui a des implications esthétiques et politiques indissociables, implacables, et très dialectiques.

En effet, *Alerte* peut être accusé à juste titre de tous les maux que *Contagion* prétend éviter. Tout y est grossièrement tissé, tonitruant, aucun cliché ou raccourci ne nous est épargné, que ce soit dans l'enchaînement des péripéties, la crédibilité des faits ou la caractérisation et les relations entre les personnages. Un film hollywoodien jusqu'au bout des ongles, typique de son époque, de surcroît porté par la médiocrité présente de son réalisateur. Sauf que, sauf que... *Alerte* ne renonce pas aux puissances de la fiction. Tout est là, et voilà pour la théorie vite ramassée dans une simple thèse. Mais concrètement, qu'est-ce à dire? Réponse: que *Alerte*, quoique l'on puisse au mieux s'amuser, au pire s'affliger de son caractère outrageux, n'en reste pas un moins une véritable fiction

cinématographique, donc dotée d'enseignements dramatiques et narratifs portés par un scénario et des personnages. Autrement dit, le film peut tenir un discours. Et ce discours, entre autres dimensions essentielles, est politique. Là encore, peu importe le simplisme, le caractère étroitement et désespérément américain de ce discours politique; peu importe qu'il s'agisse une fois encore d'armes biologiques, de complots militaro-politiques, le tout subsumé par de grandes considérations morales et libérales tirées du livre saint constitutionnel; ce qui compte, c'est que dès le premier plan du film, la politique est plein cadre et que chacun pourra ensuite se positionner selon ses propres

Natives, réduit les Noirs en esclavage, bombardé le Japon, l'Allemagne et le Vietnam, faut-il carrément raser une petite ville américaine cette fois, afin de préserver secrète l'arme absolue, mais au risque de faire disparaître la distinction entre l'état de paix et de guerre sur le territoire national, et voir alors s'écrouler toute la démocratie américaine ?

NOUS NE SOMMES PAS EN GUERRE

Confinement, manipulation de la rhétorique et des pratiques d'état de guerre, affrontement d'approches politiques contradictoires, gestion autoritaire, opaque et violente de la crise par le pouvoir... malgré toutes ses limites et déformations, *Alerte* met

finalement en scène des situations et des enjeux très proches des nôtres mais surtout de manière plus profonde et féconde que *Contagion*. Peu importe que personne ne nous explique le concept de R0 ou de distanciation sociale dans *Alerte*. Peu importe la ressemblance factuelle et technique. Par contre, il est saisissant d'entendre dire Morgan Freeman, à propos de l'épidémie naissante en regard des grandes guerres du



vues, aussi éloignées fussent-elles du film. D'où la dialectique, d'où l'intérêt. Alors ce discours politique, quel est-il dans *Alerte*? 1967, l'armée américaine présente au Zaïre rase un village touché par un terrible virus de type Ebola. L'idée? Éviter sa propagation, mais surtout en privatiser immédiatement et secrètement la souche pour la militariser. Trente ans plus tard, le même virus arrive aux USA et une petite ville de Californie du nord est confinée. Ainsi le film se voit structuré de bout en bout par un dilemme politique faisant office de retour du même et du refoulé de l'histoire américaine. Pour le bien des Américains cela s'entend, faut-il utiliser le contre-sérum développé secrètement par l'armée afin de guérir des citoyens américains, au risque de faire éclater un scandale? Ou alors, pour le bien des Américains toujours, et après avoir massacré les

passé: « ces gens-là étaient en guerre, pas nous ». Et Donald Sutherland, fanatique et cynique, d'asséner: « je leur donnerais à tous une médaille si je pouvais. Mais les habitants de cette petite ville seront des victimes de guerre ».

Un bon film de droite vaut toujours mieux qu'un mauvais film de gauche... Ce brutal dicton est pourtant d'une justesse et d'une portée esthétique, politique et théorique sans limites. Une dialectique vertigineuse pour le marxisme à qui rien n'a plus résisté que l'esthétique. En l'espèce, *Alerte* serait plutôt à gauche sur l'échiquier américain... et *Contagion* plutôt atopique. Mais surtout l'un est une fiction cinématographique vivante, prenante, et discutable. L'autre est un objet film dégradé et sans intérêt. Et l'un ne va pas sans l'autre. □

Campagne de soutien à la Maison-Musée Léon Trotsky à Mexico



DR

Confrontée à l'épidémie du Covid-19, la Maison-Musée Léon Trotsky a besoin d'un soutien financier.

L'ingénieur Esteban Volkov Bronstein, petit-fils et unique survivant de la famille de Trotsky qui a vécu dans la maison de Coyoacan avec ses grands-parents Lev Davidovitch Bronstein et Natalia Sedova avant que Ramon Mercader puisse perpétrer dans ce même lieu l'ordre d'assassinat de Staline, a lancé un cri d'alarme sur la pérennité économique de la

Maison-Musée Léon Trotsky.

En raison de la pandémie du Covid-19, il n'y a pas eu de visiteurs du musée. Les entrées et les ventes étant les principales sources de revenus de l'association *Instituto del derecho de asilo museo casa de Léon Trotsky*, chargée par concession administrative des différents gouvernements mexicains de gérer le legs, la situation financière devient ingérable.

Le musée se compose de la maison où Trotsky vivait, le jardin et les murs extérieurs avec des installations de garde. La maison a été maintenue telle qu'elle était à ce moment-là, en particulier le bureau dans laquelle Ramón Mercader a tué Trotsky.

Sa disparition serait un coup très dur pour la mémoire historique révolutionnaire.

Un don collectif sera effectué à partir d'Anticapitalistas, section de la IV^e Internationale de l'État espagnol. □

Ceux qui souhaitent collaborer peuvent verser leur participation à :

Titulaire : Asociación Anticapitalistas
IBAN : ES25 1491 0001 2221 7799 8321
Préciser : Donacion Museo

NOUS ESPÉRONS VOTRE AIDE, IL N'Y A PAS DE GRANDS OU PETITS DONS, IL Y A LA SOLIDARITÉ, QUAND ELLE EST NÉCESSAIRE.

